

LE MARXISME VIVANT

L'Europe de l'Est
RESTAURATION ET REVOLUTION

LA SITUATION DANS LE MONDE
8^{ème} Congrès
de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale

Cette brochure est l'édition en langue française de *quelques articles* de la revue *Marxismo Vivo – n°12* (2005) publiée en espagnol (voir www.marxismalive.org).

Edition française :

Ligue Communiste des Travailleurs (LCT)

Section belge de la

Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (LIT-QI)

www.litci.org

éd.resp. : J.Talpe rue de l'Elan, 73 - B1170 Bruxelles

TABLES DES MATIERES :

Présentation	4
La situation dans le monde	5
Des années de confusion et de capitulation	5
Restauration et révolution	6
Une étape révolutionnaire sans la direction et le contrôle des appareils staliniens	7
Une situation révolutionnaire à l'échelle mondiale	9
Réorganisation du mouvement ouvrier et des masses, et crise de la direction révolutionnaire	11
Irak et Amérique Latine : deux épicentres de la situation révolutionnaire mondiale	13
Le recours au Front Populaire	14
Un programme et une politique pour la situation révolutionnaire	15
La question clef de toutes les batailles : la lutte pour construire la direction révolutionnaire	17
L'Est européen : Restauration et révolution	19
<i>I La bourgeoisie récupère le pouvoir</i>	<i>19</i>
La bureaucratie et la restauration	19
La bourgeoisie et la prise du pouvoir	21
1986 : le capitalisme mondial récupère l'URSS	21
La restauration était inévitable	23
Le nouvel Etat et son caractère de classe	24
<i>II Restauration et révolution</i>	<i>25</i>
La localisation dans le temps	25
NEP et restauration	26
<i>III La restauration a-t-elle été pacifique ?</i>	<i>28</i>
Un processus historique	28
La question de la violence au moment de prendre le pouvoir	28
<i>IV Un demi-siècle de victoires tactiques et de défaites stratégiques</i>	<i>30</i>
<i>V Le verdict de l'histoire</i>	<i>32</i>

Présentation

En cette fin d'année 2005, nous avons cru nécessaire de présenter à nos lecteurs une vision globale de ce qui se passe aujourd'hui sur la planète. Nous publions donc une étude sous le titre *La situation dans le monde*. Ce sont les principales conclusions auxquelles est arrivée la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale lors de son 8^{ème} Congrès, qui a eu lieu en juillet 2005. Nous y ajoutons une étude sous le titre *L'Est européen : Restauration et révolution*.

Une bonne partie de cette édition est ainsi consacrée à l'explication de ce qui se passe dans le monde aujourd'hui. Et une autre grande partie est consacrée aux conclusions de ce qui est arrivé dans l'Est européen il y a presque 20 ans. Cette association d'articles a une explication.

Tous les 30, 40 ou 50 ans, il y a des faits dans un pays ou dans une certaine région de la planète qui ont une répercussion mondiale. Au siècle passé, il y en a eu quatre : la *Première Guerre Mondiale* (1914 - 1918), la *Révolution Russe* en 1917, la *Seconde Guerre Mondiale* (1939 - 1945) et, à la fin des années '80 et début des années '90, ce qu'on a appelé *les événements de l'Est*. Ces derniers événements ont signifié la restauration du capitalisme dans les pays de cette région et, par la suite, une vaste mobilisation révolutionnaire des masses qui a mis fin, l'un après l'autre, aux régimes de parti unique dirigés par les partis communistes.

Ces événements ont provoqué des transformations profondes dans cette région et dans le monde, des transformations économiques, politiques, militaires, géographiques. Ces événements ont donné naissance à des guerres et des révolutions, et à de grands débats idéologiques. Au niveau de la gauche radicale, des organisations complètes ont disparu, d'autres sont entrées en crise et beaucoup de nouvelles ont été construites.

Autrement dit, les transformations qui ont eu lieu à partir des événements de l'Est ont été tellement profondes qu'à très peu des choses près, tout ce qui arrive aujourd'hui ne peut être compris qu'à partir d'une étude et d'un bilan de ces faits qui datent d'il y a 20 ans. Voilà pourquoi il est important de publier ces deux études dans une même édition.

Le Dossier[§] de cette édition est consacré la question du pétrole, « l'or noir », dans le monde. C'est une question essentielle pour comprendre beaucoup de choses, spécialement les guerres.

Finalement, dans cette édition nous publions un travail sur la question de la femme, vu sous un nouvel angle. Le débat sur ce sujet a existé tout au long de l'histoire, dans les quatre Internationales ouvrières.

[§] Cette *Présentation* a été traduite telle quelle de l'édition de Marxisme Vivant en espagnol. Dans la présente édition, le Dossier et l'article sur la question de la femme n'ont pas été inclus.

La situation dans le monde



Des années de confusion et de capitulation

1. Dans les dernières années du 20^{ème} siècle, de profonds changements ont eu lieu. Le monde est entré dans l'ère de la « globalisation »; dans les anciens Etats ouvriers, le capitalisme a été restauré; la majorité des régimes et les principaux appareils staliniens ont été détruits par la mobilisation des masses.

2. La profondeur de ces changements a conduit les idéologues de la bourgeoisie à dire que « *le capitalisme avait prouvé sa supériorité* ». Ils en sont même arrivés à « décréter » la fin de la lutte des classes et du socialisme. Ces idéologies ont pénétré profondément, d'une manière ou d'une autre, dans les organisations de gauche et dans l'ensemble de l'avant-garde. Il est devenu normal de dire que « *tout a changé* », que « *l'impérialisme n'existe plus* » ou est invincible, que l'on pourrait en finir avec les guerres « *en démocratisant l'ONU* », que la classe ouvrière n'a plus aucun rôle à assumer; que la « démocratie » et ses institutions ont une valeur universelle, que lutter pour le pouvoir est quelque chose de révolu. De même, on renvoie au passé les partis révolutionnaires, les Internationales ouvrières, la presse des partis, le centralisme révolutionnaire. Enfin, c'est devenu presque un rite de répéter que sans révolution socialiste, « *un autre monde est possible* ».

3. A partir de 1994, après avoir surmonté le pire moment de notre crise, nous, militants de la LIT-QI, nous avons lutté contre ces positions. Nous avons déclaré à maintes reprises que les profondes transformations qui avaient eu lieu dans le monde ne modifiaient pas l'affirmation faite par Lénine en 1920: « *Le capitalisme s'est transformé en un système universel de subjugation coloniale et d'étranglement financier de l'immense majorité de*

la population de la planète par une poignée de pays 'avancés' »¹. Comme Lénine, nous affirmons que nous vivons une époque de guerres, de crises et de révolutions, que ces révolutions, pour être victorieuses, doivent en finir avec la dictature du capital et, à sa place, imposer la dictature du prolétariat, que cette tâche ne sera menée à bien que si les travailleurs construisent dans leurs pays de forts partis révolutionnaires et que, d'autre part, ces partis ne peuvent être construits que s'ils font partie d'un parti révolutionnaire mondial.

4. En raison de notre bataille en défense du marxisme, du léninisme et du trotskysme, on nous a accusé de « *refuser de voir les changements de la réalité* ». Néanmoins, c'est justement la réalité qui a remis les pendules à l'heure. La guerre d'Afghanistan d'abord, puis la guerre en Irak, ont montré clairement que l'impérialisme non seulement existe, mais qu'il a son état major aux Etats-Unis. D'autre part, la guerre en Irak et la défaite du coup d'Etat au Venezuela montrent que l'impérialisme peut être vaincu, y compris sur le terrain militaire. Les attentats contre l'ONU en Irak, accueillis avec beaucoup de sympathie par la population, ont mis en évidence le rôle de cet organisme. La révolution bolivienne, avec la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) comme direction, a replacé le prolétariat au centre de la scène politique. Dans les révolutions d'Equateur, Argentine et Bolivie, des embryons d'organisme de double pouvoir ont recommencé à surgir. Ces trois processus révolutionnaires se sont affrontés violemment aux principales institutions du régime démocratique bourgeois. Toutes ces révolutions, et en particulier la révolution équatorienne, ont montré de manière dramatique la nécessité d'une direction révolutionnaire. Dans ce cas, les insurgés ont pris le pouvoir et, huit heures après, l'ont déposé aux mains du commandant des Forces Armées.

5. Ces faits auraient dû être suffisamment clairs pour en finir avec ces vieilles confusions. Cependant, ce n'est pas le cas. Au contraire, quand les révolutions ont explosé, le gros des courants qui se revendiquaient marxistes révolutionnaires ont répondu aux événements par leurs vieilles confusions, élevées au rang d'idéologie et de politique.

6. La majorité de la gauche souffrait d'un processus d'adaptation aux plans impérialistes de « réaction démocratique ». Cette situation s'est accentuée de manière qualitative avec la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers. Il y a eu un véritable déluge opportuniste qui a entraîné une vaste majorité de la gauche, non seulement la réformiste, mais aussi la révolutionnaire. Ainsi, à mesure que la situation devient plus révolutionnaire, les révolutionnaires deviennent plus réformistes.

7. C'est l'expérience de la Première Guerre Mondiale qui se répète d'une certaine façon. A cette occasion, la situation révolutionnaire ouverte dans toute l'Europe avait surpris l'ample majorité des marxistes collaborant avec leurs bourgeoisies respectives. Les différences entre les deux situations sont notables, mais les conclusions pratiques sont les mêmes : on ne peut pas essayer de surmonter la crise de la direction révolutionnaire sans une lutte implacable contre le réformisme et le néo-réformisme.

Restauration et révolution

8. Le capitalisme a été restauré dans tous les anciens Etats ouvriers. Dire le contraire, c'est s'éloigner du marxisme. Tous ces Etats ouvriers étaient bureaucratiques, puisque c'était la bureaucratie et non la classe ouvrière qui était au pouvoir. Nous continuions alors à les considérer comme des Etats ouvriers, parce que leurs économies étaient en contradiction avec le capitalisme : ils maintenaient le monopole du commerce extérieur, la planification économique centrale et la propriété étatique des principaux moyens de productions et de change. **Cette réalité n'existe plus dans ces Etats.**

9. Pour la majorité de la gauche, le capitalisme a été restauré dans l'Est européen, mais pas en Chine ni à Cuba. Il s'agit là d'une grave erreur. Dans ces pays, comme dans d'autres anciens Etats ouvriers, il n'existe plus de monopole du commerce extérieur ni de planification économique centrale. Il y a des différences entre les anciens Etats ouvriers de l'Est, la Chine et Cuba, puisque dans ces derniers, les masses n'ont pas encore détruit les régimes de parti unique, ni leurs partis communistes respectifs. Mais ce fait ne confère pas un caractère ouvrier à ces Etats. Au contraire, partout, ce sont les partis communistes qui ont déclenché la restauration.

10. Ce ne sont pas les mobilisations des masses qui ont conduit les anciens Etats ouvriers de l'est à la restauration du capitalisme. Les masses, avec leurs mobilisations, n'ont pas mené une contre-révolution, mais une révolution : elles ont détruit les régimes de parti unique et l'appareil stalinien. La restauration a commencé **plusieurs années avant** les mobilisations qui se sont dressées contre les dictatures staliniennes. Les grandes mobilisations de la place Tien-An-Men se sont produites en 1989, onze ans après le début de la restauration du capitalisme par le parti communiste chinois. Les mobilisations en ex-URSS ont commencé en 1988, au moins deux ans après le début du démantèlement de l'Etat ouvrier.

11. La restauration du capitalisme n'a pas été « pacifique ». Elle a été un des faits les plus violents de l'histoire de l'humanité. Il est vrai que le capitalisme a été restauré dans tous ces Etats, sans qu'il y ait eu un bain de sang à **ce moment-là**. Mais la restauration n'est pas quelque chose de conjoncturel, c'est un processus historique. Cette lutte pour la restauration a été marquée par plusieurs événements : la guerre civile, le triomphe du stalinisme et

¹ *L'Impérialisme, phase supérieure du capitalisme, préface aux éditions française et allemande point II.*

l'invasion nazie de l'ex-URSS, la guerre froide et les massacres des soulèvements en Europe de l'Est. Le stalinisme a usé du prestige qu'il avait gagné durant la Seconde Guerre mondiale et du fait de nouvelles expropriations de la bourgeoisie pour éloigner de plus en plus la classe ouvrière du pouvoir. Ceux qui ont essayé de protester ont été tués, déportés dans des camps de concentration ou internés dans des centres psychiatriques. Dans les Etats ouvriers déformés de l'Europe Orientale, plusieurs **révolutions politiques** ont défié la dictature de la bureaucratie stalinienne et n'ont pu être vaincues qu'avec l'intervention militaire directe et le recours aux troupes de l'ex-URSS, qui ont noyé dans le sang les travailleurs de Berlin en 1953, les conseils ouvriers de Hongrie en 1956, le processus de Tchécoslovaquie en 1968 et le processus de masse de Solidarnosc en Pologne en 1981. C'est ainsi qu'ont été mises en place, historiquement, les conditions nécessaires à la restauration « pacifique » du capitalisme, qui a coûté la vie à quarante ou cinquante millions de personnes.

12. Il n'est pas vrai que la classe ouvrière de ces pays n'avait rien à défendre des anciens Etats ouvriers. S'il en était ainsi, on ne pourrait comprendre pourquoi la bureaucratie s'est engagée sur le chemin de la restauration au nom du socialisme et des leaders de la révolution. La restauration en Chine a été faite au nom de la « *modernisation socialiste* » et du « *socialisme de marché* ». La restauration en ex-URSS a été faite par Gorbatchev, qui affirmait que Lénine était « *la source idéologique de la perestroïka* ». En Pologne, on a mis fin à la propriété étatique des usines avec une campagne de propagande qui disait : « *Les usines aux travailleurs* ». A Cuba, la restauration en cours se fonde sur des discours qui affirment : « *nous n'abandonnerons jamais le socialisme* ». Une classe ouvrière réprimée, abruti, aliénée et désorganisée par la bureaucratie des partis communistes a été la proie facile des mensonges et des trahisons. La bureaucratie a trompé les travailleurs de ces Etats et des milliers de marxistes révolutionnaires du monde entier, parmi lesquels beaucoup continuent de croire que Cuba et la Chine sont toujours des bastions du socialisme.

13. L'impérialisme s'est efforcé de pénétrer les Etats ouvriers bureaucratiques par le haut, par la voie des négociations et des accords avec la bureaucratie, profitant des crises créées précisément par la gestion bureaucratique de l'économie. Les relations entretenues depuis l'époque de Nixon avec la bureaucratie chinoise, ainsi que celles de Reagan avec Gorbatchev, avec la politique d'ouvrir l'ex-URSS aux capitaux internationaux et de promouvoir les « réformes de marché » sont particulièrement révélatrices à cet égard.

14. Face à la restauration du capitalisme, le programme trotskyste est le seul à avoir passé l'épreuve des faits. Trotsky avait déjà signalé que si la bureaucratie se maintenait au pouvoir, la restauration serait inévitable. Il a appelé à défendre ces Etats moyennant une nouvelle révolution politique, qui expulserait les bureaucrates du pouvoir et mettrait à leur place les légitimes représentants de la classe ouvrière. La classe ouvrière de l'Est a tenté, à diverses reprises, de mener à bien cette tâche, mais elle a été vaincue et la restauration est ainsi devenue un fait. Chaque nouvelle défaite, chaque jour que la bureaucratie accumulait au pouvoir, creusaient davantage le chemin vers la restauration. L'entrée de la Pologne et de la Hongrie au FMI, dans les années 80, le macabre record du roumain Ceausescu, qui a été le seul dirigeant au monde à avoir payé entièrement la dette extérieure (au prix de la faim et du froid de la population), voilà des faits qui parlent d'eux-mêmes. La restauration a montré de manière tragique ce que le trotskysme a toujours signalé, que la théorie stalinienne du « socialisme en un seul pays » n'était qu'une utopie réactionnaire.

Une étape révolutionnaire sans la direction et le contrôle des appareils staliens

15. Au sein de l'époque impérialiste, définie par Lénine comme « *de guerres, de crises et de révolutions* », notre courant a identifié trois étapes différentes en ce qui concerne la corrélation de forces entre les classes. **Il y a une première étape, révolutionnaire, de 1917 jusqu'à 1923**, caractérisée par une grande vague révolutionnaire qui commence avec la prise du pouvoir par les soviets en Russie. **Il y a une seconde étape, contre-révolutionnaire, de 1923 jusqu'en 1943**, qui s'est ouverte avec la défaite de la révolution allemande, qui va continuer avec la défaite de tous les processus révolutionnaires, avec la consolidation du nazisme et le triomphe de la contre-révolution stalinienne. **Et il y a une troisième étape, révolutionnaire à nouveau, à partir de 1943**, qui commence avec la défaite historique du nazi-fascisme. Dans cette étape a lieu l'expropriation de la bourgeoisie sur un tiers de la planète et l'expulsion de l'impérialisme de la plupart de ses colonies. **C'est l'étape de la plus importante montée des masses de l'histoire**. Mais dans cette étape, il y a une grave contradiction : le stalinisme sort extrêmement consolidé comme direction internationale du prolétariat, en raison du rôle qu'a joué l'URSS dans la destruction du nazisme. Comme conséquence de cela, les nouveaux Etats ouvriers naissent bureaucratés et le stalinisme fait un pacte de division du monde avec l'impérialisme. Malgré cela, le renforcement de l'appareil contre-révolutionnaire est relatif, car il naît de la direction d'un processus révolutionnaire.

16. Les événements que nous vivons actuellement (résistance irakienne, Intifada palestinienne, mobilisations anti-guerre, révolutions en Amérique Latine) sont, en un sens, la continuité et, en un autre, la discontinuité de cette étape ouverte en 1943. La montée des masses est un trait de continuité. Mais cette fois-ci, la montée n'est plus dirigée par le stalinisme et celui-ci n'a plus la capacité de le dévier, de le contenir ou de le massacrer : voilà la discontinuité. Cette grande différence avec la période antérieure nous conduit à dire que, à partir de l'année 1989,

s'est ouverte une nouvelle étape révolutionnaire, **la quatrième**, qui naît d'un des plus grands triomphes de l'histoire de la lutte des classes : **la défaite de l'appareil contre-révolutionnaire stalinien**.

17. Cette caractérisation est mise en doute par ceux qui disent que le fait déterminant de toute cette période est la restauration du capitalisme, puisque les Etats ouvriers, bien que bureaucratisés, étaient la principale conquête des travailleurs dans toute leur histoire. Pour ceux qui pensent de cette manière, une quatrième étape se serait ouverte, mais de caractère réactionnaire ou contre-révolutionnaire.

18. La restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers représente la perte de la plus grande conquête de l'histoire de la classe ouvrière. Mais, ce n'est pas la perte ou l'obtention de conquêtes qui détermine mécaniquement une relation de force entre les classes. A partir de la décadence du capitalisme, la classe ouvrière mondiale perd systématiquement ses conquêtes, et **cela a été une constante, autant dans les étapes de recul que dans celles de montée**.

19. Les grandes mobilisations qui ont eu lieu dans l'Est européen en 1989-1991, auraient pu se solder par une défaite sanglante. Dans ce cas, une quatrième étape se serait probablement ouverte, à l'échelle mondiale, de caractère réactionnaire ou carrément contre-révolutionnaire, mais le résultat a été tout autre. Il est vrai que la mobilisation révolutionnaire des masses n'a pas pu empêcher la restauration du capitalisme, que la bureaucratie a imposée malgré les mobilisations des masses. Toutefois, la bureaucratie a payé cher sa trahison. Les Révolutions de l'Est ont obtenu trois conquêtes d'importance historique : **elles ont détruit les régimes de parti unique, elles ont détruit l'appareil stalinien mondial et elles ont réussi à imposer la réunification de l'Allemagne** (et de ce fait la réunification de ce qui fut le prolétariat le mieux organisé et de plus grande tradition marxiste du monde).

20. La destruction et chute de l'appareil stalinien ont signifié un **changement qualitatif**. C'est pourquoi, nous parlons de quatrième étape. Ce fait a signifié que **la classe ouvrière a réussi à détruire le principal obstacle qui l'empêchait d'avancer dans ses luttes**. Dans ce cadre, la discussion sur le signe de l'étape a perdu sa raison d'être. Elle pouvait avoir un certain sens il y a quelques années, mais plus maintenant, alors que les événements mondiaux parlent d'eux-mêmes.

21. La quatrième étape a commencé avec une offensive des masses qui s'étend, de l'Est européen à l'Amérique latine (les soulèvements de Rosario et de Caracas et la grève générale au Brésil), à la Chine, à la Palestine (première Intifada). Toutefois, bien que cette caractéristique ait été dominante dans les premières années de l'ouverture de l'étape, une grande contre-offensive impérialiste a été lancée peu après, en 1990-1991, qui a placé les travailleurs et les peuples sur la défensive.

Nous avons défini cet intervalle comme une **situation réactionnaire**, qui va traverser l'ensemble des années 90. Cela a été une période marquée par l'apogée du néo-libéralisme, par le génocide des Balkans, par l'offensive recolonisatrice - qui a réincorporé au marché mondial des pays qui étaient devenus indépendants, y compris les anciens Etats ouvriers - par l'apogée des privatisations en ex-URSS et dans d'autres pays. Cette période a aussi été marquée par l'abandon du marxisme révolutionnaire par une large majorité de la gauche et elle a liquidé une génération entière de militants pour le projet révolutionnaire.

22. La restauration du capitalisme a signifié un recul énorme dans la conscience de l'avant-garde et des masses. Les processus de l'Est n'ont pas donné lieu à d'importants courants révolutionnaires de masse ou d'avant-garde. Au contraire, dans la plupart des cas, de nouvelles institutions de caractère démocratique bourgeois ont vu le jour, ce qui a été accompagné par de grands doutes sur le passé et le futur. Le capitalisme n'a-t-il pas montré dans les faits sa supériorité? Le léninisme n'a-t-il pas été à l'origine du stalinisme? Le socialisme est-il possible? Cela vaut-il la peine de lutter pour le socialisme? A partir de là, on commence à mettre en cause le bolchevisme, la dictature du prolétariat, les partis révolutionnaires, le centralisme démocratique et la révolution elle-même.

23. Cependant, cet impact monumental sur la conscience de l'avant-garde et des masses, **qui a rendu encore plus aiguë la crise de direction révolutionnaire, ne détermine pas en lui-même le signe de l'étape**. Malgré cette situation réactionnaire, qui a duré quelques années et a eu des conséquences profondes, **nous restons toujours dans l'étape révolutionnaire**, et cela d'autant plus que le mouvement de masse a repris l'initiative et que la possibilité d'un triomphe historique en Irak est à l'ordre du jour.

24. La dynamique des événements actuels montre que la perte de l'énorme conquête qu'étaient les Etats ouvriers n'a pas pu stopper la dynamique de montée des masses, pour la simple raison que ces Etats, aux mains de la bureaucratie, **n'ont jamais été un point d'appui pour les processus révolutionnaires**, bien au contraire.

25. Un nouvel ordre mondial s'est imposé avec la fin de la Seconde Guerre Mondiale, comme produit des accords contre-révolutionnaires de la bureaucratie soviétique avec l'impérialisme. Cet ordre mondial a été détruit par les Révolutions de l'Est. Un nouvel ordre règne à partir de ce moment, qui repose de manière unilatérale sur les institutions de l'impérialisme et où les Etats-Unis jouent un rôle prépondérant et déterminant. La première guerre du Golf, avec l'ample coalition militaire dirigée par les Etats-Unis, est l'expression de ce nouvel ordre. Apparemment, il semble plus fort que l'ordre mondial antérieur, mais en réalité, il est plus faible. Cela apparaît tout au long du processus de guerre en Irak

Une situation révolutionnaire à l'échelle mondiale

26. Depuis la fin des années 1990, à partir de ce que nous appelons « la crise du néo-libéralisme », les monopoles impérialistes n'ont pas réussi à éviter une chute du taux de profit global, ce qui a provoqué une récession de l'économie nord-américaine et mondiale. Le moment le plus grave est atteint en 2001, lorsque la récession est simultanée dans les trois grands centres impérialistes (Etats-Unis, Japon, Europe), et l'on va jusqu'à craindre une dépression semblable à celle de 1929. L'impérialisme nord-américain a répondu à cette crise en redoublant son offensive brutale contre les travailleurs et les peuples pour contenir cette chute.

27. Cette offensive des grandes puissances impérialistes a un caractère double. D'un côté, ces puissances redoublent leurs tentatives colonisatrices et, de l'autre, ils augmentent l'exploitation des travailleurs des métropoles et encore davantage des travailleurs des pays dépendants. Une reprise économique a commencé au cours de l'année 2002. Elle s'appuie sur l'extraction de survalueur des travailleurs des pays coloniaux et semi-coloniaux (en particulier la Chine), et des travailleurs des Etats-Unis. Elle s'appuie aussi sur l'offensive colonisatrice redoublée de Bush et sur l'élan économique obtenu grâce aux dépenses de guerre et aux transferts additionnels vers le grand capital, par le biais de suppressions d'impôts et de subventions. Bush a ainsi réussi à éviter une dépression économique et à faire redémarrer une croissance qui, aux Etats-Unis, dure déjà depuis trois ans, en recourant à un taux d'intérêt artificiellement bas. Cette croissance a eu des répercussions importantes sur l'économie mondiale avec une reprise dans le Sud-Est asiatique, en Inde, en Russie et aussi en Amérique Latine, offrant une bouffée d'air frais à la bourgeoisie de pays comme le Brésil et l'Argentine.

Cependant, les contradictions dans l'économie des Etats-Unis et dans l'économie mondiale s'accumulent et se creusent, puisque le capital, nécessaire pour surmonter la crise de surproduction commencée en 2000-2001, n'a même pas été utilisé. La capacité inutilisée est élevée et les taux d'emplois antérieurs à 2000 n'ont pas été atteints. L'ombre des « déficits jumeaux » (commercial et fiscal) des Etats-Unis, accentués par les suppressions d'impôts et les dépenses de guerre, l'incertitude créée par l'impasse en Irak, avec, comme conséquence, les prix du pétrole qui échappent à tout contrôle, annoncent une nouvelle récession dans un court délai.

28. L'offensive brutale ne se limite pas à l'impérialisme américain. Il suffit de voir le rôle de l'Espagne dans le processus de recolonisation de l'Amérique Latine (sans exclure Cuba) ou l'attaque de l'Allemagne contre ses propres travailleurs. Dans ce dernier cas, le gouvernement et la bourgeoisie ont lancé l'Agenda 2010, qui représente une violente attaque contre le niveau de vie des travailleurs et du peuple dans le but de rendre le pays plus compétitif par rapport aux Etats-Unis.

29. L'offensive recolonisatrice combine des aspects économiques, politiques et militaires. Sur le terrain économique, elle a signifié un saut dans le contrôle et la domination de l'impérialisme sur les pays dépendants. Sur le terrain politique, nous vivons un processus inverse à celui de l'après-guerre, quand l'impérialisme avait dû démonter la structure coloniale et accepter le surgissement de nouveaux Etats « indépendants » pour maintenir sa domination économique. Sur le terrain militaire, l'augmentation des interventions des Etats-Unis et des autres puissances a donné lieu à des situations pleinement coloniales et d'occupation militaire, comme au Kosovo, en Irak, en Afghanistan et en Haïti.

30. Une conséquence visible de cette avancée recolonisatrice est la disparition de ce que nous appelons les « pays indépendants », comme c'était le cas du Nicaragua et de la Libye. D'autre part, dans le cadre de cette offensive impérialiste, les anciens Etats ouvriers se sont transformés en semi-colonies ou carrément en colonies des grandes puissances, à partir de la restauration du capitalisme.

31. Le cas de la Chine mérite une analyse spéciale. La plupart des intellectuels, de gauche, de droite ou du centre, pensent que dans quelques décennies, la Chine va être la grande puissance du 21^{ème} siècle et va disputer l'hégémonie du monde avec les Etats-Unis. C'est une des plus grandes inepties du siècle. **La Chine est en train de devenir la principale colonie de l'impérialisme**, notamment des Etats-Unis. Par son poids dans la production industrielle pour l'exportation, la Chine remplit un rôle important d'« usine du monde », puisqu'une grande partie de sa production est destinée à ravitailler à bas prix les marchés impérialistes (et aussi ceux des pays semi-coloniaux), accumulant d'immenses sommes positives dans sa balance commerciale. C'est un des éléments qui facilitent l'illusion de nombreux intellectuels sur le rôle de « grande puissance » de la Chine. Mais cette production est dominée de manière décisive par les entreprises nord-américaines, japonaises et européennes et elle se fonde sur une immense accumulation de survalueur, résultat de la super-exploitation du prolétariat chinois et de salaires extrêmement bas. L'impérialisme utilise la Chine comme plate-forme d'exportation pour obtenir d'énormes bénéfices et, en même temps, comme sub-métropole régionale dans le Sud-Est asiatique.

32. La politique de l'utilisation de quelques nations comme sub-métropoles régionales, s'applique aussi dans d'autres régions (le Brésil en Amérique du Sud, l'Inde en Asie et la Russie dans son ancienne zone d'influence). C'est ce qu'on appelle le BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Ce rôle de sub-métropole ne signifie pas, comme certains secteurs de la gauche le pensent, une plus grande autonomie. La dépendance vis-à-vis des investissements impérialistes rend ces nations encore plus soumises à l'exploitation des multinationales et à la domination coloniale. Dans le cadre du même processus de recolonisation, mis en place dans ces continents ou régions, les bourgeoisies et les gouvernements de ces pays sont utilisés pour aider à contrôler leurs zones d'influence. Le rôle

du Brésil comme « pompier politique », et même comme « bras armé auxiliaire » de l'impérialisme en Haïti, est une expression de cette nouvelle fonction.

33. De nombreux secteurs intellectuels et de gauche luttent pour que l'Europe se présente comme un « *modèle social* » et « *démocratique* », un contre-poids au « *modèle néo-libéral et guerrier* » des Etats-Unis. Cependant, l'Union européenne n'a pas d'autre alternative que d'accepter l'hégémonie nord-américaine. Les conditions économiques, politiques et militaires, pour que la bourgeoisie impérialiste européenne soit une alternative à la domination nord-américaine, n'existent pas. L'Europe occupe une place secondaire face aux Etats-Unis depuis l'après-guerre et cela n'a pas changé avec la création de l'Union européenne. Le récent sommet international de juin à Bruxelles a encore montré, et de manière solennelle, l'acceptation par l'UE de l'occupation nord-américaine en Irak et son soutien au gouvernement fantoche. La formation du bloc économique impérialiste en Europe, après la seconde guerre mondiale, a été impulsé par les Etats-Unis, non seulement pour s'opposer au bloc soviétique, mais aussi pour garantir un marché à sa production et avoir des alliés pour contrôler la planète.

34. Contre ceux qui s'obstinent à n'identifier que les Etats-Unis comme « impérialistes », il faut souligner que l'UE est un bloc régional impérialiste qui, à la différence du NAFTA, n'est pas organisé exclusivement autour des intérêts d'un seul impérialisme. Au contraire, son noyau dur est formé de deux grandes puissances, l'Allemagne et la France (rivales entre elles), en concurrence avec la puissance britannique (qui maintient une « relation spéciale » avec les Etats-Unis). Autour de ce noyau se regroupent les impérialismes de seconde zone, comme l'Italie, l'Espagne et d'autres, et à la suite de l'élargissement de l'UE, il y a les pays de l'Est en processus de colonisation. Au sommet européen de Lisbonne de 2000, les gouvernements se sont engagés à faire de l'Europe en 10 ans, « *la région la plus compétitive du monde* », rattrapant et dépassant les Etats-Unis. Cette authentique déclaration de guerre au mouvement ouvrier européen signifie, ni plus ni moins, un compromis commun pour imposer un recul historique aux conquêtes sociales obtenues en Europe depuis la Seconde Guerre Mondiale.

35. L'Union européenne constitue, en premier lieu, une plate-forme commune des impérialismes européens pour attaquer les travailleurs du continent. Des gouvernements de toute couleur politique reconnaissent que jamais ils n'auraient réussi à aller si loin dans leurs plans néo-libéraux, s'ils n'avaient pu compter sur l'indispensable collaboration de l'UE. L'UE est aussi une plate-forme de colonisation des pays de l'Est, au bénéfice des multinationales européennes, et c'est évidemment la plate-forme impérialiste commune des capitalismes européens et de leurs multinationales, pour défendre leur part du butin face à la vorace et indiscutable hégémonie nord-américaine, et face au Japon.

36. Le récent *NON français* au référendum sur la Constitution européenne constitue une magnifique victoire de tous les travailleurs européens contre l'UE et ses politiques néo-libérales. Il s'agit d'un non massif, ouvrier et populaire, reflet de l'intense mobilisation qui a parcouru la France ces derniers mois, et du travail enthousiaste de milliers de militants. Il s'agit d'un NON qui s'est imposé de manière écrasante, face à une campagne de chantage disproportionnée en faveur du OUI, une campagne orchestrée par toutes les institutions, la droite, le patronat, la Confédération Européenne des Syndicats (CES), la social-démocratie européenne, sans oublier des personnalités comme Toni Negri.

Le NON français a mis en évidence une démocratie parlementaire dans laquelle 90% des députés étaient favorables au Traité, en contraste flagrant avec le peuple français. Vantant cette même « démocratie », les gouvernements qui avaient prévu d'organiser des référendums, les ont reportés *sine die* parce que - disent-ils - « *si on les organise maintenant, ce serait le NON qui l'emporterait* ».

37. Le NON français est la plus grande victoire politique des masses européennes depuis longtemps. Non seulement le gouvernement français a été désavoué et le président foudroyé, mais le NON a aussi blessé à mort la Constitution européenne, bloqué les plans néo-libéraux (directive Bolkestein), bloqué les processus d'élargissement, et ravivé l'affrontement entre les différentes puissances européennes. Le journal *Le Figaro*, un des plus importants porte-parole de la bourgeoisie française, s'est vu obliger de reconnaître que le référendum entraînait dans la « *chronologie consolidée des grandes dates historiques (...), ces dates qui restent dans la mémoire collective comme le jour où les relations de force ont basculé et les trajectoires politiques se sont déplacées (...). Le Non a gagné et tout est sans dessus dessous* ». Alors que l'énorme machine néo-libérale se montrait irrésistible, les masses françaises, en leur propre nom et au nom des peuples d'Europe, ont montré qu'on peut la vaincre. La victoire du NON rend l'UE et ses gouvernements, ses partis et ses parlements illégitimes ; elle rejette massivement les plans néo-libéraux et elle a ouvert une nouvelle réalité en France et en Europe.

38. Le sommet qui a suivi le référendum français a déclenché de grands affrontements entre les différentes puissances européennes autour des perspectives financières de l'UE. Ces chocs aigus, qui s'intensifieront dans les jours à venir, reflètent le fait que l'UE n'est pas seulement une plate-forme commune des impérialismes européens pour attaquer les travailleurs et pour disputer le butin impérialiste aux Etats-Unis. L'UE est aussi le terrain où se livre la bataille pour l'hégémonie de l'Europe, avec l'impérialisme allemand comme candidat favori.

L'UE reflète le haut degré d'unification économique continentale et exprime l'impérieuse nécessité d'éliminer les frontières et les Etats nationaux. Mais c'est en même temps la négation de tout cela, comme résultat de l'accord des bourgeoisies impérialistes qui ne peuvent ni ne veulent se passer de leur propre Etat. Les capitalismes

européens ont unifié leur marché intérieur et leur monnaie, et leurs multinationales ont une complète liberté de mouvement. Mais chaque Etat continuera à avoir sa police, son armée, son budget, sa législation sociale et du travail, ses impôts, sa capacité de veto en politique extérieure et pour la défense. Aucune grande puissance ne peut accepter l'unification de l'Europe, si ce n'est sous l'hégémonie de ses propres intérêts.

L'unification européenne ne viendra pas de la main des gouvernements impérialistes. Nous disons aujourd'hui, comme Trotsky en 1929 : « *pour unifier l'Europe, il est nécessaire avant tout d'arracher le pouvoir de vos mains. Nous ferons l'unification de l'Europe, nous l'unifierons contre le monde capitaliste hostile. Nous la transformerons en une puissante base de soutien au socialisme combatif. Nous la convertirons en une pierre de touche de la fédération socialiste mondiale* ». L'union de l'Europe ne sera possible qu'avec le mot d'ordre des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

39. L'offensive brutale de l'impérialisme contre les masses a provoqué, et continue à provoquer, une violente réaction. L'offensive guerrière des Etats-Unis a fait naître la plus grande mobilisation de l'histoire contre la guerre et a généré une forte résistance armée en Irak même. Les actions terrifiantes de l'Etat d'Israël ont favorisé l'Intifada palestinienne. L'offensive colonisatrice contre l'Amérique Latine, avec la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA - ALCA) comme fer de lance, a généré une réponse révolutionnaire dans la plupart des pays du continent (Argentine, Bolivie, Pérou, Venezuela, Equateur, Paraguay...). L'agenda 2010, en Allemagne, a été à l'origine d'un mouvement dans plus de 200 villes allemandes.

40. Ce panorama nous conduit à affirmer qu'une **nouvelle situation révolutionnaire** s'est ouverte à l'échelle mondiale depuis la fin des années 90. Cette caractérisation provoque de nombreuses polémiques. Le nom est secondaire, l'important étant le contenu. Nous voulons dire qu'il existe **une situation qui - ayant comme toile de fond la crise de l'impérialisme et des directions contre-révolutionnaires - va générer (ou est déjà en train de générer) de grandes mobilisations révolutionnaires, des révolutions, des guerres civiles et des crises révolutionnaires à de nombreux endroits de la planète**, même si aucune d'entre elle ne triomphe, par manque d'une direction révolutionnaire.

41. C'est dans le cadre de cette situation révolutionnaire mondiale que l'impérialisme a lancé une grande offensive à partir des attentats du 11 septembre 2001. La doctrine Bush de « guerre préventive » en est la matérialisation.

42. Après la défaite au Vietnam, les Etats-Unis souffraient d'une limitation pour garantir leur domination impériale. Les masses de leur propre pays, traumatisées par la défaite (syndrome du Vietnam), empêchaient le gouvernement d'envoyer des soldats à tel ou tel pays qui ait défié ses intérêts. A partir du 11 septembre, cette situation a changé et en quelques jours le « syndrome du Vietnam » a disparu. L'impérialisme américain a laissé au second plan sa tactique de « réaction démocratique » pour mettre en place sa tactique de « guerre préventive ».

43. La nouvelle politique de Bush a été appliquée d'abord en Afghanistan, ensuite en Irak. En même temps a été préparée une liste de pays qui formeraient « l'axe du mal » et qui pourraient être attaqués postérieurement (l'Iran, la Syrie, etc.). Mais **les limites que la situation révolutionnaire imposait à la contre-offensive de Bush sont apparues** rapidement. La préparation de la guerre en Irak a généré une mobilisation de masse et une des plus grandes crises inter-impérialistes de l'après-guerre. La guerre a provoqué une énorme perte de prestige des alliés européens (avec des résultats électoraux désastreux en Espagne, en Italie et, dans une moindre mesure, en Angleterre) et elle a aussi ouvert la possibilité que les troupes d'occupation soit vaincues en Irak.

44. La situation a aussi eu son expression en Amérique Latine. Au Venezuela, les Etats-Unis ont rangé la tactique de réaction démocratique dans les placards et ont suscité un coup d'Etat contre le gouvernement de Chavez. Mais le coup d'Etat a été mis en échec par les masses, ce qui a obligé l'impérialisme à changer à nouveau de tactique et à s'appuyer sur un mécanisme « démocratique » pour en terminer avec Chavez (le referendum), avec comme résultat un autre échec.

45. Ce qui s'est passé au Venezuela annonce probablement une réorientation générale du gouvernement Bush. Pour l'instant, il ne parle plus des autres pays de « l'axe du mal ». Bien que sa victoire électorale donne un nouveau souffle à ses projets, le futur de la politique de « guerre préventive » se décidera, en dernière instance, sur le champ de bataille de l'Irak et du reste du monde.

Réorganisation du mouvement ouvrier et des masses, et crise de la direction révolutionnaire.

46. La période de crise et d'ample confusion idéologique et programmatique, provoquée par les effets de la restauration du capitalisme et de la contre-offensive impérialiste, a commencé à être **partiellement surmontée** à partir de la crise du néolibéralisme.

47. La réalité elle-même du capitalisme de plus en plus mondialisé, les plans néo-libéraux et maintenant la doctrine de la « guerre préventive » de Bush, ont provoqué **une avancée dans la conscience anti-impérialiste**. Le mouvement de masses a commencé à identifier son ennemi et à voir la nécessité de l'affronter. Cette avancée dans la conscience anti-impérialiste s'alimente, rétroactivement, de la croissance des mobilisations anti-globalisation et

contre la guerre. De plus, elle s'exprime quotidiennement dans les pays périphériques, où le mouvement de masse identifie le FMI à ses souffrances et oriente ses mobilisations contre lui.

48. Il y a eu aussi une **avancée dans la conscience anti-régime (de « démocratie parlementaire »)**: les institutions ont perdu leur crédibilité de manière considérable, ainsi que les élections, qui ne sont plus vues comme un facteur de changement ou de « justice », mais apparaissent immergées dans la corruption.

49. Cela ne signifie pas que le retard dans la conscience a été surmonté. C'est un processus **partiel et contradictoire**. L'adaptation des directions au régime affecte aussi l'activisme et les masses. Les illusions démocratiques et pacifistes sont encore plus fortes dans d'importants secteurs de l'avant-garde, particulièrement dans les pays impérialistes. **On cherche à réformer le régime et pas à le dépasser par une révolution**. S'il fallait résumer cela en une phrase, nous dirions que **la conscience du mouvement de masses est encore réformiste**.

50. L'expression la plus claire du fait que la conscience de l'avant-garde et des masses n'a pas fait un saut qualitatif est le fait que, malgré la destruction de l'appareil stalinien, la crise de la direction révolutionnaire se maintienne. Non seulement, il n'y a pas de fortes alternatives révolutionnaires de masse ou d'avant-garde, mais de vieilles et de nouvelles directions contre-révolutionnaires subsistent et se recréent.

51. Par exemple, en Amérique Latine, et dans une moindre mesure dans le reste du monde, le chavisme apparaît comme une alternative de lutte contre l'impérialisme. C'est une direction qui, par ses limitations de classe, ne pourra pas avancer au-delà d'un affrontement partiel contre son maître impérial.

52. D'autre part, la majorité des courants qui proviennent du marxisme révolutionnaire s'en éloignent de plus en plus et s'orientent clairement vers le réformisme. Il y en a qui se trouvent au milieu du chemin et d'autres sont déjà arrivés au bout du processus, comme les organisations du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale.

53. A partir des années 80, un nouveau phénomène politique a pris du poids dans le monde arabe musulman : les courants fondamentalistes. Malgré leurs différences, ils ont deux traits en commun :

1.- Ce sont des directions bourgeoises qui s'appuient sur les différentes ailes de la hiérarchie musulmane.

2.- Après la déroute du stalinisme et de l'ancien nationalisme bourgeois pan-arabe, ils ont remplacé ceux-ci dans la résistance contre l'impérialisme et les gouvernements pro-impérialistes, ce qui leur a conféré un grand prestige parmi les masses dans la région.

54. **La destruction de l'appareil stalinien central a ouvert un profond processus de réorganisation dans le mouvement ouvrier et populaire**. Au début des années 90, cela s'est exprimé de façon négative. Les vieilles centrales, comme la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) ou la Confédération Générale du Travail (CGT) en Argentine, sont entrées en crise profonde et ont perdu de leur pouvoir de ralliement. De nouveaux organismes ont vu le jour, comme la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA). Dans le domaine politique, il n'y a pas eu d'expression révolutionnaire de poids. De nouvelles organisations sont apparues à la gauche des partis communistes (eux-mêmes de plus en plus étroitement associées à la social-démocratie), comme Refundazione Comunista en Italie.

55. Au milieu des années 90, surgissent des mouvements puissants, de composition populaire, paysanne et indigène, et qui ont une répercussion internationale, comme l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (**EZLN**) mexicain, le Mouvement des Sans Terre (**MST**) brésilien, la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Equateur (**CONAIE**) et le mouvement des planteurs de coca (**Cocaleros**) en Bolivie.

56. A la fin des années 90 apparaît le **mouvement anti-globalisation**. Des secteurs de la jeunesse, appartenant notamment aux classes moyennes des pays impérialistes, se mettent à se mobiliser contre les effets de la globalisation capitaliste et se lient à des mouvements populaires de la périphérie. Le sous-commandant Marcos se transforme en une référence importante; il y a de la sympathie pour le MST brésilien, pour Chavez... L'aspect le plus positif est que ces mouvements sont dirigés contre les multinationales et les organismes économiques et politiques de l'impérialisme, mais il y règne une confusion idéologique en raison de l'action de secteurs réformistes et de toutes sortes d'ONGs.

57. Ces dernières années, la réorganisation a fait un saut. Nous avons connu des processus importants en Amérique Latine, en Asie, en Europe. En Europe, après les grandes mobilisations du mouvement anti-guerre en 2003, le mouvement anti-globalisation a connu une baisse, au rythme de Forums Sociaux de moins en moins nombreux, de moins en moins combatifs, et de plus en plus digérables (et « dirigeables »...) par la social-démocratie. En même temps, au milieu d'une forte offensive néo-libérale, nous avons assisté à une croissance de la mobilisation ouvrière et populaire, en France, en Allemagne (les mobilisations du lundi en Allemagne de l'Est) et en Italie. La France occupe actuellement une place d'avant-garde, qui s'est manifestée dans le NON à la Constitution européenne et dans la récente grève générale. Rappelons qu'en France, les candidatures de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et de Lutte Ouvrière (LO) ont atteint 10% des voix populaires. Pour la première fois depuis l'après-guerre, nous assistons à des processus de ruptures dans les partis sociaux-démocrates en Allemagne et en France. Les partis communistes et leurs expressions électorales (comme Izquierda Unida - IU en Espagne), de plus en plus transformés en ombre de la social-démocratie, traversent une crise dont ils ne se remettront pas. Cependant, des regroupements à gauche avec une influence de masse ne sont pas encore apparus et il y a un grand retard dans la construction de la gauche révolutionnaire. En Amérique Latine, de nouveaux

organismes ont surgi et d'autres se sont revitalisés. En Equateur, la CONAIE a eu un poids énorme durant le processus révolutionnaire de 2001 et le parlement des peuples y a été créé. En Bolivie, la *Coordination des Eaux de Cochabamba* est devenue importante, le mouvement des « cocaleros », dirigé par Evo Morales, a obtenu un espace considérable, et la Centrale Ouvrière Bolivienne, qui était pratiquement détruite, se revitalise et a pris la tête de l'insurrection de 2003. En Argentine, à la chaleur de la révolution, ont surgi les assemblées populaires, les assemblées de *piqueteros* et les coordinations d'usines récupérées. Et dernièrement, des oppositions et de nouvelles directions syndicales ont commencé à y apparaître. Au Brésil, le processus de rupture avec la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) acquiert un poids de masse tandis que le processus de construction d'une nouvelle alternative politico-syndicale, la CONLUTAS, est encore une expression d'avant-garde.

58. Une proposition politique a été lancée dernièrement qui cherche à occuper l'espace de la gauche des appareils sociaux-démocrates et staliniens. Il s'agit des « partis anticapitalistes ». Au Brésil, ce projet se manifeste dans le PSOL. En Europe, ce sont des organisations comme la LCR en France et le SWP en Angleterre qui ont pris la tête de propositions du même type. Le projet de leurs idéologues est d'unir les révolutionnaires avec les « réformistes honnêtes » dans des partis ou des mouvements, de caractère essentiellement électoral, basés sur des programmes qui regroupent tout le monde. C'est-à-dire des programmes réformistes. Aujourd'hui, ces courants sont le plus grand obstacle pour que les ruptures avec les appareils s'orientent vers la construction de partis révolutionnaires.

59. Dans le cadre de ce processus multiforme de réorganisation, il n'y a pas encore de courant de masse, ni même d'avant-garde, qui s'oriente vers un programme révolutionnaire.

Irak et Amérique Latine : deux épicentres de la situation révolutionnaire mondiale

60. Des processus de montée des luttes et de révolution qui ont eu lieu sur la planète, nous en soulignons deux, pour des raisons objectives et subjectives: la guerre en Irak et l'Amérique Latine. Schématiquement, la situation du monde dépend des résultats de la guerre en Irak et dans une grande mesure, la situation de la LIT dépend de ce qui se passe en Amérique Latine.

61. Le « syndrome du Vietnam » a refait son apparition aux Etats-Unis. Il existe une possibilité réelle de voir une défaite militaire de l'impérialisme en Irak. Cette possibilité n'est pas envisagée à partir d'une analyse uniquement militaire, mais à partir du contexte mondial de cette guerre, fondamentalement à cause des querelles inter-impérialistes que la guerre a occasionnées et de l'action du mouvement de masse dans les grandes métropoles, notamment à l'intérieur des Etats-Unis.

62. Si l'Irak se transforme en un nouveau Vietnam de l'impérialisme nord-américain, l'ensemble de la situation de la lutte des classes peut connaître de profondes transformations, et dans un sens peut-être plus large et plus profond que ce qui s'est produit après la défaite militaire au Vietnam.

63. Les prévisions de nos Thèses pour l'Amérique Latine se sont confirmées. Aujourd'hui le continent est traversé par des processus révolutionnaires contre les gouvernements soumis à l'impérialisme et contre le processus de recolonisation en cours.

64. La réalité actuelle montre la justesse de la perspective que nous avons tracée dans les thèses sur l'Amérique Latine: **révolution ou colonie**. Rien ne démontre mieux cette perspective que la situation vénézuélienne. Les masses affrontent l'impérialisme dans la rue. Le président Chavez l'affronte dans ses discours, mais le modèle économique du pays reste toujours aussi dépendant de l'impérialisme qu'avant l'arrivée au pouvoir de Chavez. Pire encore, les réserves de pétrole continuent à être bradées. Cela démontre qu'il ne suffit pas d'affronter l'impérialisme avec des discours, ou avec des mobilisations dans les rues. Si la classe ouvrière ne prend pas le pouvoir et n'exproprie pas les classes possédantes, le destin du Venezuela, avec ou sans Chavez, est de se transformer en une colonie des Etats-Unis. Et si cela est valable pour le Venezuela, dont le président fait des discours contre l'impérialisme, cela l'est d'autant plus pour le reste du continent où les présidents ne prononcent que des discours en faveur de l'impérialisme..

65. En Amérique Latine, la détermination à accélérer la mise en place de la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA - ALCA) et l'application des plans du FMI à tout prix, assombrit le panorama et ne laisse aucune issue aux gouvernements pro-impérialistes et aux régimes de démocratie coloniale.

66. En Bolivie, il y a un processus révolutionnaire ouvrier et socialiste en cours, dont l'expression maximale a été, récemment, l'insurrection triomphante contre Gonzalo Sánchez de Losada (qui venait d'être élu). A la tête de ce processus, il y a eu la COB comme direction de l'ensemble du mouvement de masses. Dans d'autres pays du continent, nous avons vécu des crises révolutionnaires qui ont mis à l'ordre du jour le problème du pouvoir en Equateur, en Argentine et au Venezuela. Sans arriver à cette situation, il y a eu d'importantes mobilisations, de caractère révolutionnaire, dans d'autres pays, comme le Pérou et le Paraguay, tandis qu'au Brésil et en Uruguay, la bourgeoisie a essayé de prévenir de grandes convulsions sociales en construisant des gouvernements de front populaire.

67. La bourgeoisie du Brésil a jusqu'à maintenant su assurer son principal objectif avec le gouvernement Lula : que la quasi totalité des forces de gauche du pays soutienne ce gouvernement réactionnaire et pro-impérialiste et, de cette manière, que la bourgeoisie parvienne à éviter une explosion révolutionnaire. Cependant, il est évident que le gouvernement Lula connaît déjà une perte de prestige parmi les travailleurs, et il est accusé d'être un traître de manière récurrente. Une nouvelle vague d'occupations de terres et une série de grèves ont eu lieu en 2004 (dans l'éducation, parmi les fonctionnaires fédéraux, dans la santé au niveau provincial ou municipal) et, récemment a eu lieu la plus importante grève nationale des travailleurs bancaires. Tous ces mouvements ont attaqué frontalement le gouvernement Lula. De plus, ces luttes ont approfondi le processus de réorganisation sur le terrain politique et syndical et ont permis le début d'un processus de rupture avec la CUT, qui actuellement n'est plus qu'une agence du gouvernement. Cette réalité ouvre un espace objectif pour construire une opposition de gauche au gouvernement de Front Populaire. Le PSTU, par son rôle comme direction ou co-direction dans les principales grèves, dans le processus de rupture avec la CUT et de construction de la CONLUTAS, se propose d'occuper cet espace par une dure dispute avec les autres courants, réformistes et centristes, fondamentalement le PSOL et la gauche du PT.

Le recours au Front Populaire

68. Dans les Thèses sur l'Amérique Latine, nous disions que « *la combinaison d'au moins quatre facteurs fortifie la tendance à construire des projets de collaboration de classes : le caractère actuel de la crise économique, la faiblesse et la crise des régimes, la montée du mouvement de masses et la crise de direction* ». Actuellement, il ne s'agit déjà plus d'une tendance. Les gouvernements de Front Populaire sont devenus une réalité en Amérique Latine.

69. Les défaites des gouvernements ouvertement néo-libéraux et en faveur du Consensus de Washington conduisent de nouveaux types de Fronts Populaires au gouvernement. C'est le cas au Brésil, en Equateur et en Uruguay. Le gouvernement de Kirchner en Argentine, étant un sous-produit de la révolution qui avait déjà mis en échec un projet bonapartiste, agit aussi comme un gouvernement de Front Populaire, bien que par sa composition de classe il n'en soit pas un. Il essaye de tromper les masses avec des discours d'apparence « anti-impérialiste » et avec des « mesures progressistes » concernant les droits de l'homme. C'est pareil avec le gouvernement Chavez.

D'autre part, en Bolivie, le gouvernement de Carlos Mesa possède aussi des éléments de front populaire puisqu'il se maintient au pouvoir grâce au soutien d'Evo Morales et du MAS qui a placé un de ses assesseurs dans un cabinet ministériel.

70. Il y a une différence importante entre les gouvernements de Front Populaire actuels et ceux des étapes antérieures. A cause de la réalité mondiale actuelle, **tous ces gouvernements ont un caractère clairement pro-impérialiste**. Bien que les variantes de Front Populaire ne soient pas les options favorites de l'impérialisme nord-américain, une fois installées, les Etats-Unis ont comme politique de les utiliser pour embellir et faciliter leur politique de recolonisation.

71. La politique à adopter face au Front Populaire est la « ligne de partage des eaux » dans la gauche. La plupart des courants de gauche au Brésil (comme d'ailleurs en Equateur) ont défendu la participation au gouvernement comme étant correcte, en soutenant qu'il s'agissait de gouvernements « populaires » ou, dans le meilleur des cas, de gouvernements « qui étaient en dispute ».

72. Certains courants de gauche refusent d'avoir des ministres et adressent même des critiques aux gouvernements de Front Populaire, mais ils ne rompent pas avec ceux-ci. C'est un phénomène qui n'est pas nouveau, qui existait déjà, par exemple, en France, en 1936. On l'appelait alors le « Front populaire de combat ». Ces courants sèment la confusion dans l'avant-garde et les masses.

73. Dans le cadre de la situation révolutionnaire qui se développe actuellement en Amérique Latine, les gouvernements de Front Populaire ont tendance à perdre assez facilement tout crédit. Par exemple, le gouvernement de Front Populaire de Lucio Gutiérrez en Equateur a perdu ce caractère, car les directions traîtres n'ont eu d'autre choix que de se retirer du gouvernement et celui-ci a finalement été renversé par les masses. C'est le cas aussi pour le gouvernement de Mesa en Bolivie. L'affaiblissement et la chute de ces gouvernements de Front Populaire indique une nouvelle tendance sur le continent, une expérience avec ce type de gouvernement, même si le rythme du processus est inégal entre les Fronts Populaires préventifs (comme ceux de Lula et Tabaré) et ceux qui sont le produit d'un processus révolutionnaire (comme ceux de Mesa et de Gutiérrez).

74. Le Front Populaire ouvre de grandes opportunités pour la construction du parti révolutionnaire, comme une alternative révolutionnaire, étant donné que les partis ouvriers traîtres sont au pouvoir et sont obligés de montrer leur vrai visage d'ennemi des travailleurs. Mais il y a là aussi de grands dangers, car le parti est soumis à d'importantes pressions, essentiellement opportunistes, provenant du fait que les masses voient ces gouvernements comme « leurs gouvernements ».

Un programme et une politique pour la situation révolutionnaire

75. Notre programme découle de la compréhension de l'époque dans laquelle nous vivons. **Il n'existe aucune possibilité d'améliorer le niveau de vie des masses à l'échelle mondiale sans en finir avec le capitalisme dans sa phase impérialiste actuelle, ce que nous ne pourrons atteindre que par une révolution socialiste internationale.** C'est la grande ligne de partage des eaux au sein de la gauche. Nous nous opposons radicalement à l'idée que, sans faire la révolution socialiste, « *un autre monde est possible* ». La Bolivie, l'Argentine et l'Equateur nous montrent que **la lutte pour le pouvoir n'est pas une utopie.** L'utopie consiste à vouloir construire un monde meilleur sans prendre le pouvoir.

76. Il ne suffit pas de faire de bonnes analyses et caractérisations, et d'élaborer une bonne politique. **Il est nécessaire d'avoir une attitude révolutionnaire.** Nous ne voulons pas être de simples commentateurs de la réalité, ni nous contenter d'être solidaires envers ceux qui luttent. Nous devons assumer nos responsabilités, particulièrement là où nous avons davantage de possibilités pour assumer la direction. Il n'est pas non plus suffisant de faire des affirmations génériques du genre « *l'impérialisme est notre grand ennemi* ». Nous devons dire qu'il est possible de vaincre l'impérialisme. A ceux qui sont pessimistes, nous répéterons la phrase de Simon Bolivar: « *L'ennemi semble plus grand encore quand nous le regardons à genoux* ». La lutte contre l'impérialisme est l'axe central de la politique révolutionnaire actuelle. L'Irak et le Venezuela nous montrent que l'impérialisme n'est pas invincible, même sur le terrain militaire. Il faut renforcer notre lutte contre la ZLEA (ALCA) et contre tous les TLCs (Traités de Libre commerce) imposés par l'impérialisme. La lutte contre l'occupation en Irak est centrale : nous sommes pour une grande campagne de soutien à la résistance irakienne pour imposer une nouvelle défaite à l'impérialisme nord-américain, qui aurait un effet supérieur à celle du Vietnam.

77. Les anciens et les nouveaux réformistes ont « décrété » la fin de la classe ouvrière comme chef de file de la révolution. Cependant, la classe ouvrière ne s'est pas suicidée. Elle commence à occuper à nouveau le centre de la scène politique. D'autre part, ses alliés traditionnels, les pauvres de la planète, sont disposés à marcher derrière elle, si on leur montre le chemin. Voilà la principale leçon à tirer de la révolution bolivienne. Qui plus est, l'exemple du Venezuela nous montre bien que la bourgeoisie ou ses gouvernements, même ceux qui ont des différences ou des querelles contre l'impérialisme, sont incapables de mener à bien un affrontement conséquent contre lui. Ce sont les masses vénézuéliennes qui ont stoppé le coup d'Etat de l'impérialisme. Seules les masses du Venezuela et du reste du monde pourront stopper l'offensive impériale. Elles ont toutefois besoin d'une organisation et d'une direction conséquentes et cette direction ne peut venir que de la classe ouvrière. De là l'importance de la plus large unité internationale de la classe ouvrière et de tous les exploités pour affronter les plans et les gouvernements impérialistes et pro-impérialistes, et pour défendre ceux qui sont persécutés, poursuivis et emprisonnés pour être les protagonistes de ces combats.

78. Les masses du monde entier mettent en question, ou directement renversent, les gouvernements impérialistes ou pro-impérialistes, que ce soit par des élections ou par des moyens insurrectionnels. Face à cela, dans plusieurs pays, la bourgeoisie préfère recourir à une unité avec les directions traîtres pour construire des gouvernements de Front Populaire, afin de faire croire aux travailleurs, que ce sont eux qui gouvernent. Les révolutionnaires ne peuvent avoir qu'une seule politique face à ce type de gouvernement bourgeois : s'opposer à toute participation et à tout soutien. Suivant les bonnes traditions du léninisme et du trotskysme, nous déclarons haut et fort : **soutenir un gouvernement de Front Populaire ou, pire encore, y participer, comme le fait le SU² aujourd'hui au Brésil, est une trahison.**

79. Le stalinisme et les autres appareils contre-révolutionnaires se sont toujours efforcé de bâillonner la liberté d'expression de la classe ouvrière. D'autre part, il y a toujours encore aujourd'hui cette éducation bureaucratique, selon laquelle la classe ne peut parler qu'à travers ses « représentants ». Nous sommes contre les commandants et bureaucrates qui se placent au-dessus des masses et veulent parler en leur nom. Nous luttons pour la plus large démocratie ouvrière dans les syndicats, les organisations paysannes, populaires, et de la jeunesse, ainsi que dans les futurs Etats ouvriers. **Que les travailleurs et le peuple décident de leur destin dans leurs organismes de lutte!**

80. Dans les pays où existent des situations révolutionnaires et des gouvernements de Front Populaire (ou des gouvernements populistes bénéficiant d'un ample soutien populaire) l'ample majorité des organisations de gauche capitule à la conscience des masses et, par cette voie, aux gouvernements bourgeois eux-mêmes. Si l'on n'adopte pas la consigne de renversement des gouvernements de Front Populaire et des gouvernements populistes, on ne peut forger une direction révolutionnaire. Pour cela, **il faut montrer, par une explication patiente à l'avant-garde et aux masses, le caractère capitaliste de ces gouvernements et la nécessité de les remplacer par un gouvernement des travailleurs et du peuple.**

81. Un des processus les plus néfastes de la vieille et de la nouvelle gauche réformiste, a été son adaptation aux appareils parlementaires et étatiques en général. Dans de nombreux pays, nous voyons les ex-guérilleros et ex-marxistes révolutionnaires occuper des postes exécutifs ou participer à des blocs officiels, en défendant le caractère sacré de la « démocratie ». Au nom de la « *démocratie radicale* », ils finissent par défendre ces Etats bourgeois et

² Le Secrétariat Unifié de la IV Internationale est la tendance dominante du trotskysme en Europe.

leurs lois. Nous voyons aussi des secteurs du mouvement syndical et social cooptés par des propositions de co-gestion, de participation citoyenne (*budgets participatifs*), de pactes, de conseils sociaux, etc. Ils renoncent ainsi à une intervention de classe, au nom de « l'intérêt de tous » ou de « l'ensemble de la société ». Nous sommes contre la théorie de la citoyenneté et de la participation à ces conseils et pactes, qui sont en réalité des outils pour attacher le mouvement de masse à l'Etat bourgeois. **Nous sommes en faveur de la participation aux élections quand cette participation est au service de la dénonciation du caractère frauduleux de la « démocratie », et défend l'action directe des masses et la lutte pour le pouvoir ouvrier.**

82. Nous luttons pour le développement des organismes de pouvoir de la classe, au rythme de la montée et des luttes des masses. Les organismes et les embryons d'organismes de double pouvoir qui ont surgi dans les dernières révolutions (comme le Parlement des Peuples équatoriens, les assemblées populaires et les *piqueteros* d'Argentine ou la COB qui a ressurgi en Bolivie) nous placent devant la nécessité de les défendre et de soutenir leur développement afin qu'ils deviennent une alternative réelle de pouvoir des travailleurs contre l'Etat bourgeois et puissent poser de manière concrète cette alternative de pouvoir.

83. Dans tous les processus révolutionnaires de l'Amérique Latine, quand s'est posé le problème du pouvoir, la majorité de la gauche a cherché une issue dans les élections ou, dans le meilleur des cas, dans un appel à des élections pour une Assemblée Constituante, cherchant ainsi à donner un caractère bourgeois aux révolutions ouvrières. Nous refusons ces propositions d'issue pour les révolutions. Cela ne veut pas dire que, dans nombre de ces processus, principalement quand il y a un poids important de paysans pauvres ou de populations indigènes, les consignes démocratiques, particulièrement celle de l'Assemblée Constituante, ne puissent jouer un rôle très important, mais elles doivent toujours être subordonnées à la question du pouvoir ouvrier.

Dans le cas de la Bolivie, le prolétariat ne pourra rallier les masses indigènes, qui sont la majorité de la population, que s'il donne l'importance voulue à la question de l'Assemblée Constituante, mais pour que cette consigne acquière un caractère révolutionnaire, elle doit être subordonnée à l'exigence de « tout le pouvoir à la COB ». Seul un gouvernement ouvrier et paysan qui applique un programme de rupture avec l'impérialisme et la bourgeoisie peut garantir une Assemblée Constituante Démocratique et Révolutionnaire.

84. Nous ne sommes pas anarchistes. Nous sommes d'accord avec Lénine quand il dit « *En dehors du pouvoir, tout est illusion* » et avec Trotsky quand il affirme: « *Notre programme se résume en trois mots : dictature du prolétariat* ». Nous ajouterions aujourd'hui que cette révolution doit être dirigée par un parti révolutionnaire parce que si la direction est bureaucratique, il n'y aura aucune issue, même s'il y a une expropriation de la bourgeoisie. Il n'y a pas de révolution socialiste triomphante, à l'échelle internationale, si la classe ouvrière ne prend pas le pouvoir dans chacun des pays pour en finir avec la dictature du capital et imposer **la dictature révolutionnaire du prolétariat**. C'est la nécessité de toute l'étape et, habituellement, nous concrétisons notre stratégie centrale avec la formule de **gouvernement ouvrier et populaire ou gouvernement ouvrier et paysan**.

85. Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, notre programme s'ordonne à partir de la consigne centrale posée par la classe ouvrière et les révolutionnaires dans ces pays : **l'indépendance nationale**. Proposer dans ce pays une position ouvrière et révolutionnaire, c'est-à-dire d'indépendance de classe, signifie ordonner notre programme comme l'indique le Programme de transition : « *L'indépendance nationale est la consigne centrale des pays coloniaux et semi-coloniaux* ». Perdre de vue ce problème revient à aboutir à une complète capitulation face à l'impérialisme. Notre première grande différence avec les directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises –islamiques ou laïques– ne réside pas dans le fait de sous-estimer les consignes de libération nationale ou de sous-valoriser la guérilla de masse comme instrument de lutte, mais bien dans le fait que pour nous, **les tâches de libération nationale sont indissociables des tâches de libération sociale**.

86. Dans les pays impérialistes, le programme révolutionnaire, pour être considéré comme tel, doit accorder un espace important à **la lutte contre l'impérialisme et, en particulier, contre l'impérialisme du pays** dans lequel on lutte. La dénonciation de chaque agression militaire impérialiste contre les peuples coloniaux ou semi-coloniaux, et l'appel à lutter contre ces agressions, doivent s'accompagner d'une exigence de fermeture des bases militaires de l'OTAN. Une composante importante de notre programme dans ces pays doit être d'exiger l'annulation de la dette extérieure, ainsi que de défendre les mots d'ordre « les multinationales hors des pays dominés! » et « restitution des industries clef » aux peuples qui ont été pillés par le biais des privatisations et autres mécanismes similaires.

87. Le pillage impérialiste pousse les travailleurs des colonies à rechercher leur salut dans les métropoles. La bourgeoisie impérialiste, malgré les conflits que peut provoquer cet afflux anarchique et compulsif, accepte ces contingents de travailleurs, parce qu'ils sont utilisés comme main-d'œuvre bon marché, ce qui permet de faire baisser les salaires et d'augmenter le taux d'exploitation, et ce qui introduit un facteur de division entre les travailleurs. Ce secteur de la classe ouvrière des pays impérialistes en devient la fraction la plus exploitée. Confrontés au mépris le plus complet des grands appareils syndicaux et politiques (compromis jusqu'à la moëlle à leurs gouvernements respectifs) les travailleurs immigrés se voient privés des droits démocratiques élémentaires et plongés dans une croissante et brutale inégalité par rapport aux conditions de vie de la population autochtone.

La lutte contre les lois sur les étrangers, que ce soient les « circulaires de régularisation », ou les traités (comme ceux établis dans l'UE qui élèvent un mur honteux contre les travailleurs et les peuples spoliés) est un point essentiel de notre programme et fait partie des tâches des révolutionnaires dans les pays impérialistes. **La dénonciation de la xénophobie et du racisme**, et la lutte ouverte contre ces fléaux, deviennent également des tâches révolutionnaires essentielles pour pouvoir affronter les gouvernements réactionnaires et les bandes fascistes – et pour pouvoir lutter en faveur de **l'unité nécessaire et décisive de la classe ouvrière**.

88. Une question revient fréquemment à l'ordre du jour, quand on propose une alternative politique qui a pour objet la lutte pour le pouvoir : comment affronter les forces armées qui vont protéger l'Etat bourgeois face à toute menace d'insurrection? Nous rejetons les illusions pacifistes de la large majorité de la gauche, qui croit en la démocratie bourgeoise et en la légalité de l'Etat, en sa justice, en sa police. Nous rejetons aussi les positions élitistes qui proposent le foquisme³ ou autres alternatives similaires, ainsi que les spontanéistes qui posent que ce seront les masses qui résoudront tout au moment venu. Nous défendons la nécessité d'inciter à l'auto-défense des organisations de masses, ce qui sera un pas préalable à l'organisation de milices ouvrières. Nous défendons aussi la nécessité d'une politique qui conduise à l'affrontement de classes à l'intérieur des forces armées, en incitant à des mesures qui vont dans le sens de casser la hiérarchie militaire et rendent possible la division des Forces Armées, avant l'affrontement de la révolution. La révolution équatorienne a montré que cela était possible.

89. Les révolutions éclatent d'abord dans les « maillons faibles » de la chaîne impérialiste, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Avec le néo-libéralisme et la globalisation, de profonds changements de classes et de relation avec l'impérialisme ont eu lieu dans ces pays. Une véritable recolonisation s'est produite, qui est la conséquence d'une offensive politique, économique et militaire de l'impérialisme. Les bannières de souveraineté et d'indépendance nationale, la réforme agraire, la défense des nationalités et des libertés en général, ont été au centre de la vague révolutionnaire que connaissent ces pays.

90. Dans ces pays, il y a eu une profonde dénationalisation de l'économie et, aujourd'hui, les grandes transnationales contrôlent totalement leurs économies. Cela a provoqué un changement dans les bourgeoisies « nationales ». Ces bourgeoisies, devenues les contre-maîtres des grandes transnationales, ne s'intéressent plus à la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationale, ni à la réforme agraire, ni au développement autonome ou aux libertés démocratiques, puisqu'ils ont transformé le régime « démocratique » bourgeois en véritable « démocratie coloniale ».

91. C'est pourquoi, dans ces pays, les tâches fondamentales de la révolution bourgeoise ne sont pas achevées et ne seront garanties que par une révolution socialiste qui rompe avec le système impérialiste. Seuls les ouvriers, les paysans pauvres et la population pauvre de la ville, en commençant par les jeunes, ont intérêt à la souveraineté et à l'indépendance nationale. L'union de ces forces sociales, en excluant les entrepreneurs, peut seule garantir la véritable souveraineté nationale, expulser le FMI, la Banque Mondiale et l'impérialisme, nationaliser les grandes transnationales et les grandes fortunes, confisquer les *latifundia* et les banques. Eux-seuls peuvent organiser ces pays au service des pauvres, avec l'expropriation des grandes entreprises, sous le contrôle de la classe ouvrière de la ville et de la campagne.

92. Les directions réformistes et néo-réformistes s'efforcent de séparer la révolution démocratique de la révolution socialiste, et la révolution nationale de la révolution internationale, par des cloisons étanches. C'est le moyen qu'ils utilisent pour noyer les processus révolutionnaires, les faisant avorter sur la voie morte de la « révolution démocratique », institutionnelle, bourgeoise, électorale. Les révolutions pour la seconde indépendance des pays coloniaux et semi-coloniaux vont unifier la révolution sociale et la libération nationale dans un même flux, en une unique révolution socialiste. Cela commencera sur le terrain national et sera complété sur l'arène mondiale, avec la destruction de l'impérialisme, qui est à l'origine de tous les maux dont souffre aujourd'hui l'humanité. Nous appelons les travailleurs latino-américains à s'unir dans la lutte pour la deuxième indépendance et pour la construction de la Fédération des Républiques Socialistes d'Amérique Latine (ou les Etats-Unis Socialistes d'Amérique Latine). Nous appelons les travailleurs des Etats-Unis et de l'Europe à affronter leurs propres impérialismes et à soutenir la lutte pour l'indépendance de leurs frères de classe latino-américains.

La question clef de toutes les batailles : la lutte pour construire la direction révolutionnaire

93. Contre l'opinion de la majorité de la gauche, nous réaffirmons la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière et pour cela, nous plaçons au centre de nos préoccupations la bataille pour construire des partis révolutionnaires nationaux dans le cadre d'une Internationale ouvrière et révolutionnaire, c'est-à-dire bolchevique.

94. La bataille pour construire des partis révolutionnaires bolcheviques ayant une influence de masse, présuppose une lutte programmatique et politique constante contre les alternatives réformistes et néo-réformistes, afin de disputer l'avant-garde au projet révolutionnaire. C'est pourquoi, la récupération de *la lutte idéologique*, au sens que lui donnait Lénine, est essentielle. Un aspect fondamental de cette bataille est la lutte pour la **conception bolchevique** du parti et en faveur d'un régime léniniste, auprès de l'avant-garde ample **et dans nos propres partis**.

³ La politique du « foco », le foyer de guérilla qui se substitue à la mobilisation des masses.

C'est d'autant plus nécessaire, qu'aujourd'hui très peu de forces défendent la construction d'une direction révolutionnaire, et encore moins le léninisme.

95. Normalement, les partis révolutionnaires se construisent de manière beaucoup plus lente que le rythme imposé par la situation révolutionnaire. D'autre part, il est probable que, dans la situation actuelle, surgissent des secteurs qui tendent à assumer des positions révolutionnaires et rompent avec les organisations intégrées au régime. Bien que cela n'ait pas encore eu lieu, même dans les processus les plus aigus, il faut se préparer pour le moment où cette réalité va changer. Nous devons, dans le moment actuel, proposer une politique de Front Unique Révolutionnaire en direction de ces secteurs, afin de tenter d'avancer résolument dans la construction du parti révolutionnaire.

96. Quoiqu'il en soit, la tactique du FUR ne peut remplacer ce qui est stratégique et permanent, à savoir : la construction des partis révolutionnaires. Les tactiques de FUR ne peuvent être victorieuses que si le sujet conscient, le parti révolutionnaire, est renforcé en permanence.

97. La bataille de Léon Trotsky pour construire la IV Internationale a été une tentative pour donner continuité à la bataille de Lénine et des bolcheviques qui étaient à la tête de la III Internationale. Mais la IV Internationale, du point de vue programmatique, a été plus que cela. Elle a été une tentative d'actualiser le programme bolchevique face à un événement inédit : la dégénération du premier Etat ouvrier. La restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers et les révolutions de l'Est ont conduit de nombreux secteurs du trotskysme à la conclusion que la réalité avait démontré l'échec du programme trotskyste. Nous sommes arrivés à une conclusion opposée : **la restauration du capitalisme, les révolutions de l'Est et la situation actuelle, montrent que le programme trotskyste a passé l'épreuve des faits.** Toutefois, un programme est beaucoup plus que quelques feuilles de papiers. C'est la compréhension commune des événements ainsi que des tâches qui découlent de ces événements. C'est pourquoi, un programme ne peut être concrétisé que dans un parti. Ce parti mondial s'appelle la IV Internationale. **La bataille pour reconstruire la IV Internationale est la principale conclusion programmatique de l'actualité.** La lutte pour reconstruire la LIT-QI, qui occupe le centre de nos préoccupations, n'est pas un objectif en soi : elle est au service de la reconstruction de la IV Internationale.

L'Est européen : Restauration et révolution

Martín Hernández

Membre de la direction de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

Cette étude de sur les événements de l'Est a été publiée comme introduction à l'édition portugaise du livre *La Révolution Trahie*, de Léon Trotsky, parue récemment au Brésil.



Trotsky a étudié comme personne d'autre la dégénérescence de l'URSS. Dans les années '30 il a fait des analyses et des caractérisations, il a élaboré un programme et a fait des prévisions que la réalité a finalement confirmées cinquante ans plus tard avec la restauration du capitalisme. Toutefois, avec *La Révolution Trahie* comme avec les autres élaborations de Trotsky sur la dégénérescence de l'Etat soviétique, il s'est passé quelque chose de curieux. Quand la restauration du capitalisme dans ex-l'URSS a eu lieu, la grande majorité des courants et des intellectuels qui se revendiquent trotskystes, ont refusé de voir cette réalité. Certains disaient que ce qui se passait n'avait rien à voir avec la restauration, d'autres affirmaient qu'il ne s'agissait que de quelques concessions au capitalisme, une espèce de NEP,⁴ et il y avait ceux qui, comme nous, disaient jusqu'en 1994 qu'il y avait des plans de restauration, mais qu'ils étaient « embourbés ».⁵

Il y avait aussi beaucoup de trotskystes qui ont affirmé correctement que le capitalisme avait été restauré, mais qui, contradictoirement, sont arrivés à la conclusion que les élaborations de Trotsky n'avaient donc pas supporté la confrontation avec la réalité.

Que s'est-il passé ? Il y a deux interprétations possibles. Les élaborations de Trotsky n'ont-elles réellement pas supporté la confrontation avec la réalité, ou les trotskystes avaient-ils une lecture partielle, pour ne pas dire carrément erronée, de ces élaborations ? Nous pensons que la seconde hypothèse est la bonne.

I La bourgeoisie récupère le pouvoir

La bureaucratie et la restauration

Dans son introduction aux éditions allemande et portugaise de *La Révolution Trahie*, le dirigeant du Secrétariat Unifié de la IV Internationale, Pierre Frank, disait en 1977 qu'il était impossible que l'impérialisme parvienne à restaurer le capitalisme dans l'ex-URSS : « *la perspective d'une restauration du capitalisme en Union Soviétique est*

⁴ La NEP (Nouvelle Politique Économique) conçue par Trotsky, a été appliquée dans l'ex-URSS, dirigée par Lénine, à partir de l'année 1921 et jusqu'à l'année 1929. La NEP a fait d'importantes concessions au capitalisme dans le but d'augmenter la production et de fortifier ainsi l'Etat ouvrier.

⁵ C'est le concept qui a été voté au 5^{ème} Congrès Mondial de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale, en 1994.

hors de propos » et il affirmait même « *qu'en Union Soviétique il n'y a déjà plus de forces sociales ou politiques significatives qui prônent la restauration du capitalisme* ». ⁶

Des années plus tard, en 1989, c'est-à-dire en plein processus de restauration de l'ex-URSS, Ernest Mandel, le dirigeant le plus important de ce courant, expliquait le pourquoi de ce raisonnement : « *Croire que Gorbatchev ou l'aile 'libérale' de la bureaucratie dans son ensemble, veulent ou voudraient restaurer le capitalisme, c'est se tromper complètement sur la nature, les bases et l'ampleur de leurs privilèges et de leur pouvoir* ». ⁷

Pour ces dirigeants, la bureaucratie au gouvernement dans l'ex-URSS n'était pas une force sociale restaurationniste. Pour eux, la bureaucratie avait besoin de l'Etat ouvrier pour défendre ses privilèges, ce qui lui faisait jouer un rôle progressif.

Pierre Frank et surtout Ernest Mandel ont été considérés pendant de nombreuses années comme les principaux porte-parole des positions de Trotsky. Il était donc inévitable qu'un secteur important de la gauche radicale - en voyant la restauration du capitalisme et, surtout, en voyant que la bureaucratie se trouvait à la tête de celle-ci - arrive à la conclusion que Trotsky s'était trompé.

Trotsky a toujours défendu le contraire de ce que défendaient ces dirigeants. Pour lui, si la bureaucratie se maintenait au pouvoir (ce qui a été le cas), la restauration du capitalisme était non seulement possible, mais inévitable.

« *Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou bien la bureaucratie se transforme de plus en plus en organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier, renverse les nouvelles formes de propriété et plonge à nouveau le pays dans le capitalisme, ou bien la classe ouvrière écrase la bureaucratie et ouvre le chemin au socialisme* ». ⁸

Pour Mandel, la bureaucratie avait besoin de l'Etat ouvrier pour défendre ses intérêts, pour Trotsky, cela n'était valable que dans une première phase. Pour Trotsky, du point de vue historique, la bureaucratie chercherait à perpétuer ses privilèges et aurait donc besoin de la restauration du capitalisme. Voyons comment il aborde ce sujet dans *La Révolution Trahie* : « *Admettons que ni un parti révolutionnaire ni un parti contre-révolutionnaire ne s'empare du pouvoir et que c'est la bureaucratie qui se maintient au gouvernement [ce qui a été le cas dans tous les ex-Etats ouvriers]. L'évolution des relations sociales ne cesse pas... la bureaucratie a rétabli les brevets et les décorations; il sera donc **inévitablement** nécessaire qu'elle **cherche un soutien dans les relations de propriété**. On pourra probablement mettre en avant que la forme de propriété d'où il extrait ses profits importe peu au fonctionnaire. Mais cela revient à ignorer l'instabilité des droits de la bureaucratie et le problème de sa descendance... Les privilèges qui ne peuvent pas être légués aux descendants, perdent la moitié de leur valeur. Le droit de léguer est inséparable du droit de propriété. **Il ne suffit pas d'être directeur d'un trust, il faut être actionnaire.*** » ⁹ C'est clair et net. Pour Trotsky, la bureaucratie avait besoin non seulement de maintenir ses privilèges, mais de les perpétuer, et c'est pourquoi il termine la phrase en disant « *il ne suffit pas d'être directeur* » (il ne suffit pas d'être bureaucrate) « *il faut être actionnaire* » (il faut être bourgeois).

De ces citations on pourrait conclure, comme beaucoup l'ont fait, qu'une chose était Trotsky et autre chose les trotskystes. Cette conclusion est fautive parce qu'elle ignore que dans le mouvement trotskyste, il y a eu et il y a non uniquement des courants révisionnistes mais aussi des courants principistes - ce qui a d'ailleurs donné lieu à de vastes débats, sur la question de l'ex-URSS et sur beaucoup d'autres sujets. Ainsi, par exemple, Nahuel Moreno ¹⁰ a combattu les positions de Mandel et de ses partisans en maintes occasions, suivant la pensée de Trotsky. Dans son livre *La dictature révolutionnaire du prolétariat*, en polémique avec la résolution du Secrétariat Unifié *Démocratie Socialiste et dictature du prolétariat*, il disait en 1978 : « *Et demain, dans dix ans, ou dans vingt ans, y a-t-il danger de restauration ?* » A partir de là, il posait la question au Secrétariat Unifié : « *Pour le SU, les dictatures ouvrières d'aujourd'hui et de demain ne devront faire face à aucun ennemi important, ni à l'impérialisme, ni à la restauration capitaliste.* » ¹¹ et il ajoutait : « *... le Plan Carter est la politique de l'impérialisme au service de la restauration. Son plan économique, politique et militaire est basé sur la campagne démagogique pour les droits de l'homme... Cette propagande démocratiste de l'impérialisme est basée sur le mouvement démocratique qui se développe à juste titre dans les Etats ouvriers, suite au caractère totalitaire et réactionnaire de leurs gouvernements actuels [...] le trotskysme a l'obligation d'apporter de la clarté aux masses [...] de dénoncer la nouvelle stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme et **d'alerter sur le danger de restauration capitaliste qui en résulte dans les Etats ouvriers*** ». ¹² Et de la bureaucratie Moreno disait : « *... la bourgeoisie restaurationniste*

⁶ Introduction de Pierre Frank à *La Révolution Trahie* de L. Trotsky, Ed. Antídoto, Lisbonne, 1977, pp.36-38.

⁷ Ernest Mandel, *Où va l'URSS de Gorbatchov?* Ed. Fontamara, Mexique, 1991, p. 19.

⁸ Leon Trotsky, *Le Programme de Transition pour la révolution socialiste*, Ed. Crux, BsAs, p 70.

⁹ Leon Trotsky, *La Révolution Trahie*, Ed. Fontamara, Barcelone, 1977, p 239.

¹⁰ Nahuel Moreno est le fondateur et le principal dirigeant de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. Il est décédé en 1987.

¹¹ Nahuel Moreno, *La dictature révolutionnaire du prolétariat*, Ed. du PST (C), Bogota, 1979, p 84 et 85.

¹² Ibidem, p. 88 et 89.

*ne sera pas la vieille bourgeoisie, mais l'ample majorité des technocrates, la bureaucratie, l'aristocratie ouvrière et des kolkhozes. »*¹³

Dans ce long débat entre les courants principistes et révisionnistes du trotskysme, l'histoire a finalement donné raison aux premiers. La bureaucratie n'a pas été renversée et c'est elle qui a amené les Etats ouvriers à la restauration du capitalisme. Il faut toutefois reconnaître, noblesse oblige, que nous, les courants principistes qui avons su prévoir la restauration du capitalisme, nous n'avons pas été capables de l'identifier quand elle a commencé à être mise en oeuvre, tant en Chine (à partir de 1978) qu'en ex-URSS (à partir de 1986). Ceci exige une explication.

Le marxisme s'alimente des expériences du passé. Par exemple, tout groupe qui se prépare à construire un parti révolutionnaire, a les enseignements de Lénine et l'activité du parti bolchevique comme référence historique de laquelle il peut apprendre.

Cet apprentissage n'est toutefois pas toujours possible. Il y a des cas où ces références n'existent pas. La direction bolchevique, et tous les marxistes de l'époque, ont été obligés de répondre à un fait sans précédent : la construction du premier Etat ouvrier, pour laquelle ils n'avaient aucune expérience historique comme base d'appui.

La même situation s'est présentée à Trotsky et l'Opposition de Gauche, quand ils ont été obligés de répondre à un autre événement sans précédent, la dégénérescence de l'URSS. Et il en est ainsi aujourd'hui, avec la restauration du capitalisme.

La restauration a été prévue par Trotsky, mais elle n'a pas eu lieu de son vivant. L'histoire a donc placé les nouvelles générations de marxistes (dont ne faisaient déjà plus partie les dirigeants les plus expérimentés de la Révolution d'Octobre) face à la nécessité d'analyser ce fait sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Il va de soi que cela a été une source de difficultés énormes et d'erreurs.

La bourgeoisie et la prise du pouvoir

Prenons le cas de l'ex-URSS. Notre première erreur a été de ne pas identifier de quelle manière et à quel moment la bourgeoisie a récupéré le pouvoir. Comme nous le verrons plus loin, cela a été à l'origine de plusieurs erreurs et même de faux débats.

La restauration du capitalisme est, dans un certain sens, un événement de signe opposé à l'expropriation de la bourgeoisie et à la construction des Etats ouvriers.

L'expropriation de la bourgeoisie et la construction d'un Etat ouvrier représentent une **révolution dans la structure** économique mais cette révolution ne commence pas dans la structure, elle commence dans la superstructure. Avec la restauration du capitalisme c'est pareil, mais en sens inverse. La restauration du capitalisme représente une **contre-révolution dans la structure** qui commence dans la superstructure.

Il ne peut pas y avoir une expropriation de la bourgeoisie et la construction d'un Etat ouvrier, si la classe ouvrière ne prend pas d'abord le pouvoir. De la même manière, il ne peut y avoir de restauration du capitalisme dans un Etat ouvrier sans que la bourgeoisie ait récupéré d'abord le pouvoir.

Quand la classe ouvrière russe, dirigée par les bolcheviques, a pris le pouvoir, elle n'a pas commencé par exproprier la bourgeoisie. Le monopole du commerce extérieur, la planification économique centrale et l'expropriation de la bourgeoisie, c'est-à-dire, la construction de cet Etat ouvrier, a été un processus qui s'est déroulé pendant plusieurs années, mais personne ne met en doute que ce processus a commencé en octobre 1917. C'est la date qui sépare le vieil ordre du nouveau.

Avec la restauration du capitalisme c'est pareil, mais en sens contraire. Il y a eu un moment où la bourgeoisie a pris le pouvoir (ou plutôt, a récupéré le pouvoir) et à partir de ce moment elle a entamé le démembrement de ce qui restait de l'Etat ouvrier. Elle a mis fin au monopole du commerce extérieur, à la planification économique centrale et à la propriété étatique des entreprises et des terres. Tout cela s'est déroulé pendant de nombreuses années et le processus continue encore aujourd'hui, mais il y a un moment qualitatif, qui sépare le vieux du nouveau. Nous le situons en février-mars 1986.

1986 : le capitalisme mondial récupère l'URSS

Le 12 mars 1985, Michael Gorbatchev a été élu Secrétaire Général du PCUS (Parti Communiste de l'Union Soviétique). Depuis ce poste, il a lancé au niveau national et international les idées centrales qui, a posteriori, vont donner naissance à la *Perestroïka* (réorganisation) et à la *Glasnost* (transparence).

Le texte de la Perestroïka était bourré de phrases confuses et intentionnellement ambiguës. Toutefois, avec le temps il deviendra clair que le contenu réel de ce projet n'était rien d'autre que d'essayer de sortir de la décadence économique par le biais de la restauration du capitalisme. D'autre part, la Glasnost était une tentative de faire quelques réformes politiques dans le cadre du maintien du régime dictatorial de parti unique.

¹³ Ibidem, p. 85.

Alexandr Yákovlev,¹⁴ le cerveau de la Perestroïka, a résolument déclaré les véritables objectifs de cette dernière : « *Si l'on acceptait la continuité des méthodes selon lesquelles fonctionnait alors l'économie soviétique, [...] notre pays se trouverait relégué à une puissance économique de second ordre et, à la fin de ce siècle, il tomberait peut-être même au niveau des pays pauvres du tiers monde. Même si dans ce mémorandum nous n'avons pas été très loin, nous y avons tout de même indiqué quelques lignes directrices **qui exigeaient un changement radical du système économique**. Nous proposons un modèle de développement qui donnerait aux entreprises l'autonomie financière et la liberté d'initiative, afin de casser le carcan centralisateur ou de le réduire au minimum possible [...] D'autre part, nous envisageons l'organisation d'entreprises mixtes, et non seulement en collaboration avec les pays socialistes et les pays du tiers monde mais aussi avec les pays occidentaux. Pour nous, c'était la seule possibilité que l'Union Soviétique prenne part à la division internationale du travail, aux échanges de capital, d'investissements, etc. [...] La liberté économique est inséparable de la liberté politique [...] Il était nécessaire d'abolir le monopole de la propriété étatique. [...] **Il était nécessaire d'introduire l'économie de marché le plus tôt possible** ».¹⁵*

L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, considéré comme le « rénovateur » pendant toutes ces années, son arrivée au poste de Secrétaire Général du PCUS avec le soutien de Gromyko¹⁶ et de la sinistre KGB,¹⁷ a été la démonstration que, face aux échecs économiques réitérés, la majorité de la bureaucratie était sensible à la proposition de faire des « changements radicaux » au niveau de l'économie, c'est-à-dire de restaurer le capitalisme.

Comme il fallait s'y attendre, durant ces années toutes les grandes puissances impérialistes, à commencer par le gouvernement Reagan des Etats-Unis, ont commencé à choyer Gorbatchev comme l'enfant prodige. Le fait est que ces deux projets (la Perestroïka et la Glasnost) étaient la continuité presque pure, au niveau de l'URSS, de l'offensive économique sous des formes démocratiques, lancée par l'impérialisme américain, que nous avons appelé la « réaction démocratique ».

Pendant toute l'année 1985, Gorbatchev s'est limité à faire de la propagande pour son projet, agissant comme le représentant de la majorité de la bureaucratie et du capitalisme international. Cette situation change radicalement à partir de 1986.

En février-mars de cette année a eu lieu le 27^{ème} Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique et un nouveau Comité Central a été voté à la fin de ce dernier. Jamais au cours des dernières 25 années, il n'y avait eu un changement si profond. 97 nouveaux cadres y ont été élus et on y a accordé le vote à 22 suppléants. C'est-à-dire que, dans la pratique, 119 nouveaux dirigeants (de l'équipe du « rénovateur ») sont entrés dans un CC de 307 membres, dans lequel Gorbatchev avait déjà un poids important.

A partir de ce moment, Gorbatchev s'est senti suffisamment fort pour passer de la propagande à l'action. En quelques mois, obéissant aux ordres du CC du PCUS, le Parlement a voté une série de lois qui avaient pour but de démonter ce qui restait de l'Etat ouvrier et de restaurer le capitalisme. **Autrement dit, à partir de février 1986, la bourgeoisie a récupéré le pouvoir en URSS par l'intermédiaire de Gorbatchev et de ses gens.**

En août 1986, c'est-à-dire à peine cinq mois après le 27^{ème} Congrès du PCUS, le gouvernement autorise la constitution d'entreprises mixtes avec du capital étranger. En septembre, le travail privé commence à être libéralisé par la *Loi sur les activités individuelles*. En juin 1987 est approuvée la *Loi d'entreprises de l'Etat* qui met fin aux subventions de l'Etat pour les entreprises, qui en même temps reçoivent l'autorisation de commercer librement avec l'extérieur. De ce fait, la planification économique centrale et le monopole du commerce extérieur reçoivent le coup de grâce. En mai 1988 est approuvée la *Loi sur les coopératives*, qui permet le surgissement d'un grand nombre d'entreprises privées. En décembre 1988 est approuvé un décret qui légalise la vente de maisons. Dans cette même année est approuvée une loi qui libéralise l'activité bancaire. En cette période est dissout le Ministère du Commerce Extérieur (qui était responsable du monopole du commerce extérieur). En 1990 est votée la *Loi sur les activités d'entreprises* au niveau de la Fédération de Russie. Par cette loi, l'activité de tout type d'entreprise capitaliste est libérée totalement.

Suite à toutes ces mesures, il y a déjà 200.000 coopératives et presque cinq millions d'associés en 1989. En 1994, 50% des entreprises étaient déjà privatisées et la production non-étatique arrivait déjà à presque 60% du PIB en cette année.¹⁸

En différentes occasions, on nous a demandé : comment est-il possible qu'en 1986 la bourgeoisie ait repris le pouvoir, si en ce moment la bourgeoisie n'existait pas comme classe dans l'ex-URSS? Sous ce type de questions se

¹⁴ Alexandr Yákovlev est un vieux dirigeant communiste, entré au PCUS en 1941. Lilly Marcou l'a interviewé en plusieurs occasions et l'a défini comme « *l'artisan, le promoteur de la Perestroïka* ». C'est lui et son équipe de l'IMEMO (Institut de l'Économie Mondiale et des Relations Internationales, de l'Académie des Sciences de l'URSS) qui ont élaboré le texte de la Perestroïka. Yákovlev était le Président de l'IMEMO.

¹⁵ Alexandr Yákovlev, *Ce que nous voulons faire avec l'Union Soviétique*, Ed. Alianza, Madrid, 1991, pp. 28, 29, 70 et 71.

¹⁶ Gromyko était en 1985 le membre le plus ancien du Bureau Politique du CC du PCUS.

¹⁷ Comme rétribution pour les services rendus par la KGB pendant le gouvernement de Gorbatchev, les hommes du service secret sont arrivés au Bureau Politique de toutes les républiques qui faisaient partie de l'ex-URSS. Jusqu'alors, ils n'étaient présents que dans 7 des 15 républiques.

¹⁸ Actuellement, 84% de l'industrie et 85% du commerce est privé.

cachent **trois malentendus**. D'abord il faut comprendre que la bourgeoisie est une classe internationale; deuxièmement, dans la plupart des cas la bourgeoisie ne règne pas de façon directe mais par le biais de ses représentants petit-bourgeois; en troisième lieu, il faut comprendre que, bien qu'il soit vrai qu'en URSS il n'y avait pas une bourgeoisie comme classe, il y existait un secteur parasitaire énorme (la bureaucratie), avec un niveau de vie semblable à celui de la bourgeoisie et avec des relations intimes avec celle-ci, qui était aspirant-bourgeois. Gorbatchev était le représentant de ce secteur social et il était l'agent petit-bourgeois de l'impérialisme. Comme tel, il était la tête la plus visible d'un nouvel Etat qui se proposait de restaurer le capitalisme.

Dans tout ce processus, les travailleurs et les masses ont eu un rôle important, non seulement dans l'ex-URSS mais aussi dans la plupart des pays de l'Est européen. Les journaux et la télévision du monde entier ont été assez explicites pour montrer le raz-de-marée d'un mouvement qui s'étendait de région en région et de pays en pays. En ce moment on parlait de *l'effet domino* qui avançait en renversant la plupart des régimes staliniens de parti unique.

A partir de ces événements, une confusion énorme s'est installée dans l'ensemble de la gauche au niveau mondial, une confusion qui se maintient jusqu'à nos jours.

D'une part, la restauration du capitalisme, et d'autre part, la campagne idéologique brutale de l'impérialisme qui essaye de montrer la supériorité du capitalisme sur le socialisme, ont eu un impact profond sur toute la gauche et sur toute l'avant-garde au niveau mondial.

Une bonne partie de la gauche est arrivée à la conclusion que le capitalisme avait démontré sa supériorité. Une autre partie, probablement la majorité, concluait que le socialisme n'était finalement qu'une belle utopie. Parmi eux a germé avec beaucoup de force l'idée que le léninisme avait donné naissance au stalinisme et que les partis révolutionnaires étaient quelque chose du passé, tout comme la révolution socialiste et la prise du pouvoir par les travailleurs.

Trotsky disait, suivant Marx et Lénine : « *Notre programme se résume en trois mots : Dictature du prolétariat* ». Après les événements de l'Est, « dictature du prolétariat » est devenue un gros mot qu'on ne répétait qu'à voix basse et avec beaucoup de honte.

De cette manière, face à la débâcle des Etats ouvriers bureaucratisés et face à la campagne de l'impérialisme, une ample majorité de la gauche a trouvé une « issue » par l'affirmation : « la démocratie comme valeur universelle ». De cette façon, on abandonnait même l'« utopie socialiste » des beaux discours des jours de fête. L'important était d'avoir une politique « réaliste » : élections et parlement, parlement et élections.

Quelques années après le début de la restauration, les résultats sont tout à fait évidents. Il suffit de voir ce qui se passe en Amérique latine, un des centres de la révolution mondiale pendant plusieurs décennies. Dans des pays comme le Brésil, le Salvador, le Nicaragua, l'Argentine, l'Uruguay, etc., la plupart des dirigeants de la gauche (réformiste et révolutionnaire) des années '60, '70 et '80 ont abandonné les armes et les barricades, se sont mis en costume et cravate et gouvernent actuellement ou participent au gouvernement de leurs pays avec la bourgeoisie, et la main dans la main avec le FMI.

Il est évident que les secteurs les plus touchés par l'offensive idéologique de l'impérialisme ont été toute la gauche réformiste, mais la gauche révolutionnaire n'a pas échappé à cette situation.

La crise et la confusion de la gauche ont atteint, de l'une à l'autre forme, tous les secteurs, même le secteur minoritaire qui est resté fidèle aux idées de Trotsky sur la question de l'ex-URSS et qui a combattu l'adaptation de la gauche à la démocratie bourgeoise. Nous allons nous occuper maintenant spécifiquement du courant international construit et dirigé jusqu'à sa mort en 1987 par Nahuel Moreno (notre maître jusqu'à aujourd'hui), qui était le secteur le plus dynamique du trotskysme quand la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS est intervenue.

La restauration était inévitable

Les faits montrent que nous n'avons pas été capables de comprendre la signification du 27^{ème} congrès du PCUS de l'Union Soviétique. Un éditorial de la revue *Courrier International*¹⁹ d'avril 1986 finissait un commentaire sur ce congrès avec la phrase suivante : «... *les nouveaux dirigeants soviétiques veulent obtenir la modernisation et la technisation d'une économie vétuste et lente. Contrairement à Deng Xiao Ping et les bureaucrates chinois - qui ont donné des pas significatifs vers l'économie de marché - Gorbatchev a choisi « d'améliorer la machine de planification au lieu de se débarrasser des planificateurs et d'écouter le marché »* (The economist, 15/3/86).

N'ayant pas compris que la bourgeoisie mondiale avait récupéré le pouvoir dans l'ex-URSS à partir de février-mars 1986, nous n'avons pas compris que c'était le début de la restauration du capitalisme, et nous avons compris beaucoup moins encore qu'à moins d'une révolution socialiste victorieuse, qui à ce moment n'était pas à l'ordre du jour, la restauration était inévitable.

Cette affirmation paraît contradictoire avec la comparaison que nous avons faite plus haut, « *la restauration du capitalisme... est une révolution en sens inverse* », étant donné que dans beaucoup d'occasions la classe ouvrière et le peuple sont les protagonistes de révolutions et prennent même le pouvoir sans pour autant construire

¹⁹ *Courrier International* est la publication de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale.

nécessairement un Etat ouvrier. On pourrait se demander pourquoi une chose pareille ne pourrait pas se produire avec la bourgeoisie, prendre le pouvoir dans un Etat ouvrier et ne pas restaurer le capitalisme.

Pour comprendre cela, il faut se rendre compte qu'il existe une différence très grande entre le comportement de la bourgeoisie et celui du prolétariat en ce qui concerne la question de l'Etat. La clef se trouve dans le rôle différent des directions des deux classes.

Nous devons arriver à la conclusion que, quand la bourgeoisie reprend le pouvoir dans un Etat ouvrier, indépendamment de qui en est la direction, celle-ci restaure toujours tôt ou tard le capitalisme, par intérêt de classe confirmé dans l'expérience historique récente.

La classe ouvrière, au contraire, même si elle prend le pouvoir, ne construit souvent pas un Etat ouvrier parce qu'elle a des directions réformistes qui se donnent comme objectif de reconstruire l'Etat capitaliste.

Ce comportement politique des directions a des bases matérielles. Il s'agit de secteurs privilégiés qui dans la plupart des cas ont beaucoup à perdre et peu à gagner avec la fin de l'Etat capitaliste.

La bourgeoisie au contraire, y compris ses secteurs appelés « progressistes », ne peut pas agir ainsi au niveau des Etats ouvriers. Ne pas défendre la restauration du capitalisme, c'est-à-dire « les droits du capital », reviendrait à un suicide, et on sait bien que les classes sociales ne se suicident pas. C'est pourquoi il n'y a pas de réformisme en sens inverse.

Il y a évidemment la possibilité que le processus de restauration soit interrompu, mais ce ne serait possible qu'au moyen d'une nouvelle révolution sociale victorieuse qui devrait commencer par récupérer le pouvoir perdu pour la classe ouvrière. Cela n'entre toutefois pas dans la discussion, étant donné que cette situation n'était pas à l'ordre du jour dans la réalité, parce qu'il n'y avait aucune alternative de direction révolutionnaire ni aucune aile de la bureaucratie qui était politiquement contre la restauration.

Sans comprendre cela, nous avons étudié pendant plusieurs années les statistiques pour voir si la restauration avançait ou non. Nous avons analysé le nombre d'entreprises étatisées ou le surgissement d'une nouvelle bourgeoisie, avec l'espoir que la restauration ne se consomme pas, ce qui était évidemment impossible.

Le nouvel Etat et son caractère de classe

A partir des processus de l'Est, une polémique intense s'est développée autour du caractère de classe de l'ex-URSS. Il fallait s'y attendre.

Ce n'est pas un fait nouveau que les marxistes donnent tant d'importance à la question de l'Etat. De fait, le marxisme a inclus cette question dans ses préoccupations centrales depuis sa naissance, avec la critique de Marx et d'Engels sur la conception de Hegel de l'Etat.

A notre avis, l'ex-URSS (et la Russie à partir de la dissolution de celle-ci) n'est plus un Etat ouvrier bureaucraté mais un Etat bourgeois à partir de février-mars 1986.

Il faudrait toutefois définir la Russie plutôt comme un « Etat bourgeois atypique », spécialement pendant ses dix premières années, puisque ce nouvel Etat alors très différent des autres Etats bourgeois. La propriété étatique y avait un grand poids, la bourgeoisie était en train de naître dans une lutte effrénée pour accumuler du capital, les institutions de la démocratie bourgeoise étaient embryonnaires, tout l'échafaudage juridique était en train de se construire et la relation des personnes avec l'Etat conservait beaucoup d'éléments de l'Etat précédent.

Plus encore, durant les deux premières années (ou au moins durant la première année) nous pourrions dire qu'il s'agissait « d'un Etat bourgeois sans bourgeoisie ». Cette définition risque d'être confuse puisque Lénine a utilisé cette formule pour montrer les limitations de l'Etat ouvrier. De toute manière, elle reflète très bien le caractère atypique de ce nouvel Etat bourgeois dans sa phase initiale et c'est pourquoi il nous paraît approprié de l'utiliser.

Cette définition de l'ex-URSS (et de la Russie par après) comme un Etat bourgeois à partir de 1986, ne part pas de la structure économique du pays mais de la superstructure politique. Nous utilisons en cela le même critère que celui que Lénine et Trotsky ont utilisé pour définir l'URSS comme un Etat ouvrier à partir de 1917, bien que la bourgeoisie n'avait pas été expropriée à ce moment.

Il est évident que se serait une erreur d'utiliser ce même critère pour définir toutes les situations où la classe ouvrière prend le pouvoir puisque, comme l'histoire l'a démontré, ce fait ne conduit pas nécessairement à l'expropriation de la bourgeoisie. Mais comme nous l'avons indiqué déjà précédemment, cette question ne se pose pas quand la bourgeoisie reprend le pouvoir. Il n'y a pas de réformisme en sens inverse et c'est pourquoi il nous paraît scientifiquement correct, quand la bourgeoisie reprend le pouvoir d'un Etat ouvrier, de définir d'emblée cet Etat comme bourgeois.

On pourrait argumenter qu'en février-mars 1986, ce n'est pas la bourgeoisie qui a pris en charge l'Etat, mais simplement le Comité Central du PCUS. C'est exact, mais dans les pays où les régimes dictatoriaux de parti unique gouvernent, le Comité Central de ce parti centralise l'ensemble des institutions de l'Etat (l'armée, le parlement, la justice, etc.). C'est un aspect que les occidentaux ne comprennent toujours pas tout à fait et que Trotsky s'est chargé de souligner dans *La Révolution Trahie*.

Immédiatement après la prise du pouvoir par la bourgeoisie, on avait l'impression de se trouver en présence d'un Etat ouvrier bureaucraté, puisqu'à ce moment l'économie avait toujours une planification centrale, les entreprises

étaient étatiques et le commerce extérieur continuait à être le monopole de l'Etat, ce qui fait que les relations de propriété et de production n'étaient pas en prépondérance capitalistes - sans parler du fait qu'il n'y avait pas une bourgeoisie comme classe nationale. Il faut toutefois comprendre que l'ensemble des institutions de cet Etat était au service de la restauration du capitalisme, c'est-à-dire du rétablissement des relations de propriété et de production capitaliste, et c'est cela qui déterminait à partir de février-mars 1986 le caractère de cet Etat.

II Restauration et révolution

La localisation dans le temps

Autour des événements de l'Est, il y a une confusion énorme concernant les faits et leur situation dans le temps. Beaucoup de gens ont compris que les mobilisations des masses et la restauration faisaient partie d'un même processus, mais ce n'est pas le cas.

Les faits indiquent qu'il y a eu **quatre grands événements séparés dans le temps**. D'abord, la bourgeoisie a pris le pouvoir par le biais de ses agents bureaucratiques; deuxièmement, ayant le pouvoir, elle a entamé le démantèlement de ce qui restait de l'Etat ouvrier; en troisième lieu, les masses ont entamé leurs grandes mobilisations contre ces nouveaux Etats bourgeois et leurs gouvernements; et en quatrième lieu, dans la plupart des pays les plus importants, les régimes staliniens ont été renversés et de nouveaux régimes démocratiques bourgeois ont été mis en place.

Le manque de clarté sur les différents moments de ce qu'on appelle « les processus de l'Est » a été, et est encore, une source de confusions énormes. Il y a des débats interminables sur le « signe » des événements et inévitablement se pose la question : du point de vue des intérêts des travailleurs, ce qui est arrivé dans l'Est européen a-t-il été positif ou négatif ?

Ce type de question cache une confusion commune : croire que ce sont les mobilisations qui, dans leur lutte contre la bureaucratie, ont finalement renversé ce qui restait des Etats ouvriers. Quelque chose comme « *On a jeté l'enfant avec l'eau du bain* ». Mais ce n'est pas ce qui est arrivé. Il y avait cette possibilité en Pologne au début des années '80, mais dans les processus plus récents il n'en a pas été ainsi.

Si nous observons les événements du point de vue historique, nous pouvons voir que, tout au long de plusieurs décennies, il y a eu plusieurs tentatives de renverser la bureaucratie. Ces tentatives ont été mises en échec, la bureaucratie n'a pas été expulsée du pouvoir et elle a ouvert le chemin à la restauration du capitalisme. Ce fait a, sans aucun doute, été extrêmement négatif. On y voit précisément l'expression maximale de la crise de direction révolutionnaire. Si l'histoire s'était arrêtée là, nous aurions aujourd'hui probablement une des plus grandes défaites de l'histoire du prolétariat mondial. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Après que la bourgeoisie a repris le pouvoir, les masses sont descendues dans la rue et ont renversé ses agents et, avec eux, les régimes dictatoriaux, staliniens, de parti unique, ce qui est clairement positif.

Si nous essayons de situer le point de départ de ce mouvement, nous allons le trouver dans les troubles nationalistes qui ont eu lieu au Kazakhstan en décembre 1986, c'est-à-dire presque deux ans après que le « rénovateur » Gorbatchev est devenu secrétaire général du PCUS et presque une année après que la Perestroïka a commencé à être appliquée. La localisation de ces événements dans le temps a, comme nous verrons plus loin, une grande importance.

La chute de l'appareil stalinien est une immense victoire de la classe ouvrière mondiale, comparable à la chute du fascisme durant la Seconde Guerre Mondiale, ou même plus importante.

En l'absence d'une direction révolutionnaire, la chute des régimes staliniens a donné lieu à des régimes démocratiques bourgeois et non à de nouvelles dictatures révolutionnaires du prolétariat, mais ce fait ne peut pas nous faire dire que nous sommes face à une défaite. Au contraire, l'existence des nouveaux régimes démocratiques bourgeois est l'expression d'une victoire défigurée des masses. Mais pourquoi alors pense-t-on le contraire dans les milieux du trotskysme principiste ? Parce qu'on part de l'idée fautive que les masses ont renversé une dictature bureaucratique du prolétariat et qu'elles l'ont remplacé par un régime démocratique bourgeois. Il n'en est pas ainsi. Les masses ont renversé des dictatures bourgeoises et cela a été une victoire colossale. Toutefois, par manque d'une direction révolutionnaire, la bourgeoisie et ses agents ont fini par imposer des régimes démocratiques bourgeois.

C'est la raison pour laquelle il s'agit de révolutions politiques victorieuses, non pas de révolutions comme Trotsky avait prévu pour l'Etat ouvrier, car ces Etats n'existaient déjà plus, mais de révolutions semblables (non dans la forme mais dans le contenu) à celles qui ont eu lieu en Amérique latine dans les années '80. Ce sont des révolutions politiques et non sociales parce que les Etats n'ont pas changé leur caractère de classe. Ces Etats étaient bourgeois et ont continué à être bourgeois. Mais il s'agissait de dictatures où les travailleurs n'avaient aucune liberté, et maintenant ce sont des régimes démocratiques bourgeois dans lesquels les travailleurs ont conquis quelques libertés.

Ces questions se sont avérées assez confuses parce qu'à la restauration du capitalisme et la chute des régimes staliniens a succédé une campagne idéologique brutale de l'impérialisme, ainsi qu'un reflux important pendant la

plus grande partie des années '90. Mais cette situation est en train de changer, ce qui relance le débat sous un angle nouveau.

Il y a deux ou trois ans déjà, les masses de l'Est européen entrent à nouveau en scène et elles ne le font pas à partir des défaites de la période précédente mais à partir des victoires.

C'est le cas pour les importantes mobilisations en Allemagne, qui unissent les travailleurs des deux secteurs, ou les mobilisations des mineurs polonais, qui s'appuient sur les libertés conquises pour se mobiliser et occuper Varsovie. C'est le cas aussi pour les mobilisations dans les pays où les dictatures capitalistes staliniennes se maintenaient et où les masses, en s'appuyant sur les victoires dans les autres pays, sont descendues dans la rue pour les renverser.

NEP et restauration

Les médias ont passé en boucle les images du peuple russe dans la rue, renversant les statues de Lénine. De cette façon, ils essayaient de dire au monde : Le socialisme a échoué ! Les travailleurs de l'Est exigent le retour au capitalisme !

Cette idée a parcouru le monde et a frappé lourdement la gauche, non seulement la réformiste mais aussi la révolutionnaire. A l'intérieur du trotskysme, beaucoup d'organisations sont arrivées à la conclusion que Trotsky s'était trompé complètement, que depuis pas mal d'années, ce qu'il y avait en URSS n'était pas un Etat ouvrier bureaucratisé, que les travailleurs n'avaient rien à défendre de cet Etat, raison pour laquelle ils descendaient dans la rue pour exiger le retour au capitalisme.

C'est vrai qu'il y a eu beaucoup de confusion, sans compter que d'importantes parcelles de la population voulaient retourner au capitalisme, mais ce n'est pas vrai que la majorité des travailleurs le voulait et il suffit d'un exemple simple pour le démontrer.

S'il était vrai que les masses voulaient le retour à l'économie de marché, la bureaucratie, qui a dirigé la restauration, aurait répété encore et encore qu'il n'y avait rien de mieux que le capitalisme. Mais le discours de la bureaucratie était tout autre. Bien au contraire, la bureaucratie a restauré le capitalisme avec un discours anticapitaliste, « pour les travailleurs et pour le socialisme ». Gorbatchev disait : « notre objectif est de fortifier le socialisme et non de le remplacer par un système différent. Ce que nous offre l'Occident, en termes d'économie, est inacceptable pour nous... ».²⁰

Le grand mensonge de l'impérialisme - que la plupart des travailleurs voulaient le retour du capitalisme - est mis à nu en observant de simples enquêtes d'opinion.

En 1990, un journal russe²¹ a formulé à la population la question suivante :

« *Que pensez-vous de l'économie de transition vers l'économie de marché, proposée par le gouvernement ?* » La réponse était : 14 % pour, 51 % contre et 35 % sans opinion. En ce qui concerne les fameuses statues de Lénine, renversées par la population, on n'a pas besoin d'enquêtes pour démontrer que cela a été un mensonge stupide. Il suffit de visiter la Russie pour rencontrer d'innombrables statues de Lénine partout. C'est vrai que plusieurs ont été retirées, presque toutes pendant la nuit, non par la population mais par la bureaucratie. D'autre part, toutes les enquêtes continuent à indiquer, jusqu'à aujourd'hui, que Lénine est toujours revendiqué avec vénération par la majorité de la population.

Mais si la population ne voulait pas le retour du capitalisme, elle ne voulait pas non plus la continuité du régime dictatorial du PCUS, et il y a une autre enquête qui montre cela avec beaucoup de clarté. En 1990, on a demandé à la population : « *De qui la politique du PCUS représente-t-elle les intérêts ?* » et 85 % des gens ont répondu : « *Ceux de l'appareil du parti* » alors que pour 11 % s'étaient : « *Ceux des membres du PCUS même* » tandis que seulement 2 % a répondu : « *Ceux de la classe ouvrière* ». ²²

L'opposition de la population à la restauration du capitalisme d'une part, et son rejet de la bureaucratie d'autre part, ont créé les bases pour une politique de tromperie et de démagogie de la part de la bureaucratie restaurationniste.

Nahuel Moreno avait prévu cette manœuvre de la bureaucratie restaurationniste. Dans son livre *La dictature révolutionnaire du prolétariat* il disait : « *Jamais la bourgeoisie restaurationniste ne va proposer de restituer les usines à leurs anciens propriétaires... car la bourgeoisie restaurationniste ne sera pas la vieille bourgeoisie, mais l'ample majorité des technocrates, la bureaucratie, l'aristocratie ouvrière et des kolkhozes. Ces secteurs aspirants-bourgeois proposeront, très probablement, que les usines cessent d'appartenir à "l'Etat totalitaire" et qu'elles "passent aux mains des travailleurs" comme propriété de coopératives de travailleurs.* » Et c'est précisément ce qui est arrivé. Par exemple en Pologne, pendant plusieurs années, la privatisation des entreprises étatiques s'est faite

²⁰ M. Gorbatchev, *Perestroïka, de nouvelles idées pour mon pays et le monde*, Ed. Best Seller, SP, pp. 96-97.

²¹ Nouveautés de Moscou, 8/7/1990.

²² Nouveautés de Moscou, 18/6/1990.

pratiquement avec les mêmes mots d'ordre que Moreno avait prévu. Le mot d'ordre était : « *Les usines pour les travailleurs* ».

Mais les mensonges de la bureaucratie ne s'arrêtaient pas là. Les discours et les textes de Gorbatchev faisaient constamment référence à Lénine. Ainsi, par exemple, Gorbatchev disait que le chef de la révolution d'octobre était « *la source idéologique de la Perestroïka* »²³

En une occasion on demandait au cerveau de la Perestroïka, Alexandr Yakovlev, pourquoi il citait tant de fois Lénine, et il n'a pas eu honte de répondre : « *Si de nos jours nous continuons à citer Lénine, c'est pour avoir une certaine crédibilité devant l'opinion publique.* »²⁴

Dans le même sens que ce type de manœuvres, quand la bureaucratie restaurationniste ne pouvait plus dissimuler ses relations intimes avec le capitalisme, son nouvel argument a été qu'ils n'allaient pas vers la restauration mais qu'ils faisaient seulement quelques concessions au capitalisme, semblables à celles que Lénine avait faites à partir de 1921 avec la NEP.²⁵

En réalité, la bureaucratie soviétique n'inventait rien. A partir de 1978, la bureaucratie chinoise avait entamé la restauration du capitalisme dans son pays avec ce même discours.

Cet argument (actuellement utilisé aussi par Fidel Castro) a servi d'excuse à la gauche réformiste pour justifier toutes les mesures prises par les bureaucraties restaurationnistes.

Dans les rangs du trotskysme, cet argument a provoqué une confusion énorme. Quand Gorbatchev disait qu'il faisait les mêmes concessions qu'avait fait Lénine en 1921, Mandel a voulu être plus catholique que le Pape et a remarqué que les mesures prises par Gorbatchev « *auront moins d'importance que la Nouvelle Politique Économique (NEP) sous le gouvernement de Lénine et ne conduiront pas à la restauration du capitalisme.* »²⁶

Cet argument astucieux dont a fait usage la bureaucratie pour restaurer le capitalisme a finalement confondu non seulement les secteurs révisionnistes du trotskysme mais aussi les principistes.

En 1986, à la question « *Peut-on assimiler le tournant actuel en Chine avec la NEP ?* » Moreno répondait : « *Oui, mais une NEP avec des concessions beaucoup plus graves et sans le contrôle démocratique du mouvement ouvrier qui existait en Union Soviétique sous Lénine et Trotsky... Dans le cas de la Chine, c'est une NEP dirigée par Boukharine, c'est-à-dire par l'aile droite du Parti Bolchevik.* »²⁷

Le caractère social de l'Etat chinois est une question fort polémique mais pour nous, qui considérons que cela fait longtemps qu'en Chine, il n'y a plus d'Etat ouvrier bureaucraté, il s'avère évident que Moreno a commis une erreur.

Ce qu'il y avait en Chine en 1986 n'avait rien à voir avec la NEP, ni de gauche, ni de droite. Pour comprendre cela, il faut voir que c'est en Chine, et non en URSS, que la restauration du capitalisme a commencé. Le saut qualitatif qui a eu lieu en URSS, à partir du Congrès du PCUS de février-mars 1986, a eu lieu en Chine en décembre 1978 lors du Troisième Plénier du 11^{ème} Comité Central du Parti Communiste chinois. C'est à partir de cette réunion que le CC va mettre en pratique les « *Quatre Modernisations* » qui ont été quelque chose comme une Perestroïka avant la lettre.

A partir de 1978 en Chine, on ne faisait pas des concessions au capitalisme. Au contraire, on le restaurait, ce qui est une chose complètement différente.

La NEP de Lénine et de Trotsky a été une concession énorme au capitalisme. Pour s'en faire une idée : dans la première période de la NEP, 38 % de tous les moyens de production sont restés dans des mains privées, et à la campagne ce pourcentage a atteint 96 %, mais ces concessions au capitalisme, bien que source de beaucoup de dangers, avaient pour but d'augmenter la production et de fortifier l'Etat ouvrier.

Lénine aussi bien que Trotsky étaient conscients de ces dangers: « *Nous savions d'avance - et nous ne l'avons jamais dissimulé - que les processus économiques qui se sont développés dans notre pays contenaient ces contradictions, parce qu'elles signifient la lutte entre deux systèmes qui s'excluent mutuellement, le socialisme et le capitalisme.* »²⁸ A propos de cette question Lénine se demandait : « *Qui vaincra qui ?* » mais l'Etat ouvrier, qui faisait ces concessions au capitalisme, n'était pas neutre dans cette lutte qui se développait en son sein, et moins encore était-il du côté du capitalisme. C'est la raison pour laquelle ces concessions avaient des limites claires. Par exemple, elles n'ont jamais affecté le monopole du commerce extérieur et le contrôle de la banque par l'Etat. « *Le commerce extérieur est complètement socialisé et son monopole par l'Etat est un principe immuable de notre économie politique... Les banques et, en général, tout le système de crédit est socialisé à 100 %.* »²⁹

²³ M. Gorbatchev, *Perestroïka, de nouvelles idées pour mon pays et le monde*, Ed. Best Seller, SP, p. 25

²⁴ Alexandr Yakovlev, *Ce que nous voulons faire avec l'Union Soviétique*, Ed. Alianza, Madrid, 1991, p. 97.

²⁵ Voir plus haut, note 4, p. 35

²⁶ Ernest Mandel, *Où va l'URSS de Gorbatchev ?* Ed. Fontamara, México, 1991, p. 105.

²⁷ Nahuel Moreno, *Conversations avec Nahuel Moreno*, Ed. Antídoto, Buenos Aires, 1986, p. 88.

²⁸ Leon Trotsky, *Où va la Russie ?*, p. 33.

²⁹ Ibidem, p. 69.

Les « concessions » mises en oeuvre par les Etats dirigés par une bureaucratie restaurationniste n'ont rien à voir avec cela. Ce sont des « concessions » faites dans le but de démonter l'Etat ouvrier. C'est la raison pour laquelle elles ont mis fin rapidement au monopole du commerce extérieur, à l'économie planifiée et aux entreprises étatiques. L'argument de tous les restaurationnistes, qu'ils font la même chose que Lénine avec la NEP, ne va donc pas au-delà d'un grossier mensonge visant une population qui voulait bien se délivrer des pénuries économiques, mais qui ne voulait pas le retour au capitalisme.

III La restauration a-t-elle été pacifique ?

Un processus historique

Trotsky disait que la restauration du capitalisme ne pouvait avoir lieu que de manière sanglante. Il affirmait même que le fait de penser à une voie pacifique pour la restauration était une espèce de « *réformisme en sens inverse* ».

La bourgeoisie a toutefois repris le pouvoir dans l'ex-URSS et a entamé la restauration du capitalisme sans verser une goutte de sang. Ce fait, appelé « *la restauration pacifique du capitalisme* », a été sans doute un grand facteur de confusion dans le mouvement trotskyste. Il y a ceux qui se sont cramponnés de façon presque religieuse aux prévisions de Trotsky et qui disent jusqu'à maintenant que, faute de violence contre-révolutionnaire, il n'y a pas eu de restauration du capitalisme dans l'ex-URSS. D'autres, par contre, disent qu'il y a eu restauration et que cela montre l'échec du programme trotskyste.

Il y a lieu de poser la question pour l'ensemble des Etats ouvriers où le capitalisme a été restauré, mais concernant l'ex-URSS, est-il vrai que la restauration du capitalisme s'est faite sans violence contre-révolutionnaire ? Non, ce n'est pas vrai.

On ne peut pas considérer la restauration du capitalisme en Russie comme un événement conjoncturel. Elle est à inscrire dans un processus historique.

La lutte du capitalisme mondial en vue de la restauration a commencé au lendemain de la prise du pouvoir par la classe ouvrière en 1917, d'abord par des moyens politiques et ensuite par la voie militaire. La bourgeoisie russe, déplacée du pouvoir, a entamé une guerre civile qui comptait avec le soutien politique et militaire de la plupart des grandes puissances du monde.

Avec la guerre civile, la bourgeoisie n'est pas parvenue à restaurer le capitalisme mais elle a laissé l'économie et la classe ouvrière en ruines, tout comme le parti bolchevik puisque la plupart de ses cadres sont morts dans les champs de bataille. Ces faits, ainsi que le recul de la révolution mondiale, ont ouvert le chemin au surgissement du stalinisme, qui s'est emparé du pouvoir et qui, avec sa politique de collaboration avec la bourgeoisie, a perpétré un massacre plus grand que celui de la guerre civile.

Staline a rendu d'énormes faveurs à la bourgeoisie, mais celle-ci ne s'est pas donnée pour satisfaite. Aussi longtemps que les droits du capital n'étaient pas rétablis en URSS, elle a toujours considéré cet Etat comme un ennemi irréconciliable. C'est pourquoi Hitler a envahi l'URSS et c'est pourquoi, après la Seconde Guerre Mondiale, les alliés ont pensé faire la même chose.

Il est vrai que Hitler a été vaincu et que les alliés ne sont pas parvenus à envahir l'URSS, par crainte de la réaction que cela provoquerait, d'abord parmi leurs propres soldats mais aussi en Russie. Il n'y a pas de doute que le prestige gagné par les travailleurs et le peuple russe, dans leur lutte victorieuse contre le nazisme, a été capitalisé par Staline, qui a utilisé ce prestige contre ces mêmes travailleurs. C'est ce qui a permis de créer les conditions pour une restauration « *pacifique* » qui a coûté la vie de plus de 50 millions de personnes.

La question de la violence au moment de prendre le pouvoir

De toute façon, même en plaçant ce processus dans son contexte historique, il reste encore une question : Pourquoi la bourgeoisie n'a-t-elle pas eu besoin d'appeler à la violence contre-révolutionnaire au moment même de la reprise du pouvoir ? Pourquoi un Etat ouvrier bureaucraté est-il devenu un Etat bourgeois en février-mars 1986, de manière « pacifique » ?

En parlant de la restauration en Chine, Moreno disait : « *Le danger de retour (au capitalisme) existe, mais il ne peut avoir lieu qu'à travers un processus politique : une contre-révolution qui restitue le pouvoir à la bourgeoisie et à l'impérialisme...*

L'exemple récent du Cône Sud latino-américain est très éloquent... en 1976, afin d'imposer le plan de Martínez de Hoz, la bourgeoisie argentine a dû recourir à un coup d'Etat et à une dictature qui a massacré l'avant-garde du mouvement de masses.

La transmission du pouvoir d'une classe à une autre requiert des commotions de ce type, mais en échelle incomparablement plus grande. L'introduction d'éléments capitalistes en Chine donne lieu à une dynamique

contre-révolutionnaire, mais la bourgeoisie pourra seulement retourner au pouvoir par une contre-révolution armée qui écrase le mouvement de masses ». ³⁰

C'est probablement un raisonnement de ce type qui a contribué le plus pour nous empêcher de voir, à partir de l'année 1978, que la bourgeoisie avait repris le pouvoir en Chine et qu'elle avait entamé la restauration du capitalisme dans ce pays. C'est le même type de raisonnement qui nous a empêchés de voir, à partir de février-mars 1986, que la bourgeoisie avait aussi repris le pouvoir dans l'ex-URSS et y avait entamé la restauration du capitalisme.

Ni en Chine, avant et après décembre 1978, ni en Russie, avant et après février-mars 1986, il n'y a eu de répression généralisée, et nous sommes alors arrivés à la conclusion qu'il n'y avait aucun changement qualitatif. De cette façon, les changements politiques et économiques que nous avons effectivement identifiés, nous les avons vu comme des tentatives de modernisation de la bureaucratie ou comme une nouvelle NEP.

En 1986, Moreno disait quelque chose qui à ce moment paraissait indiscutable pour tous ceux qui suivaient les idées de Trotsky : si pour reculer au niveau du régime (d'une démocratie bourgeoise à une dictature) il fallait une grande répression, pour reculer au niveau de l'Etat (d'un Etat ouvrier bureaucratisé à un Etat bourgeois) cette répression devait être qualitativement plus grande.

Toutefois, il faut tirer toutes les conclusions de ce que nous avons dit plus haut : la restauration du capitalisme est un fait sans précédent, et quand elle a eu lieu, nous avons pu vérifier que, pour l'essentiel, les prévisions de Trotsky ont été confirmées par la réalité, même si cette réalité s'est avérée plus riche que les prévisions.

Trotsky a prévu, correctement, que si la bureaucratie se maintenait au pouvoir, la restauration du capitalisme était inévitable ; qu'il y avait deux chemins possibles pour la restauration, soit par la voie d'un parti contre-révolutionnaire, soit par la voie de la bureaucratie même ; et finalement qu'il ne pouvait y avoir une restauration pacifique du capitalisme.

Toutefois, Trotsky a fait deux prévisions différentes et contradictoires en ce qui concerne la concrétisation de la restauration aux mains de la bureaucratie. Et cette question acquiert aujourd'hui une importance spéciale, parce que cela a été la bureaucratie, et non un parti contre-révolutionnaire bourgeois quelconque, qui a restauré le capitalisme.

Dans *La Révolution Trahie* il dit : « *La bureaucratie soviétique a exproprié le prolétariat politiquement... Les moyens de production appartiennent à l'Etat. L'Etat "appartient" d'une certaine façon à la bureaucratie. Si ces relations complètement nouvelles se stabilisent, deviennent légales, normales, sans résistance ou contre la résistance des travailleurs, elles finiront par diluer complètement les conquêtes de la révolution prolétarienne.* » ³¹

Trotsky avance ainsi l'hypothèse que la bureaucratie restaure le capitalisme « *sans résistance* » des travailleurs, ce qui a été le cas. Toutefois, dans des documents postérieurs, Trotsky va abandonner cette prévision.

Dans une polémique, Ivan Craipeau ³² disait que « ... le camarade Trotsky aperçoit (pour le futur) la possibilité de transition de l'Etat ouvrier vers l'Etat capitaliste sans intervention militaire », ³³ et Trotsky répond : « *Sans guerre civile victorieuse, la bureaucratie ne peut pas donner naissance à une nouvelle classe dominante. J'ai toujours été convaincu de cela et je continue à l'être* ». ³⁴

La réalité a montré qu'ici, Trotsky s'est trompé. On notera toutefois que cette erreur de prévision n'est compréhensible qu'à partir des élaborations – brillantes – de Trotsky sur la dégénérescence de l'Etat ouvrier.

En plusieurs occasions, ³⁵ Trotsky a indiqué que, malgré les différences du point de vue de classe, il y avait une similitude très grande entre le fascisme et le stalinisme. La différence résidait dans le fait que la bureaucratie fasciste et la bureaucratie stalinienne gouvernaient des Etats qui avaient une origine complètement différente. Les Etats fascistes (l'Allemagne et l'Italie) étaient le produit du triomphe de la contre-révolution et l'Etat ouvrier était le produit de la révolution. Mais dans ces deux expériences, le fascisme et le stalinisme, il y avait une similitude importante : aux commandes des deux, il y avait une bureaucratie qui s'élevait au-dessus de la société et qui avait un pouvoir dictatorial sur l'ensemble des institutions et sur les masses. Autrement dit, les Etats fascistes et staliniens, étant différents du point de vue de classe, avaient des régimes semblables. Trotsky a donné beaucoup d'importance à cette comparaison. En polémique avec ceux qui pensaient que l'URSS n'était plus un Etat ouvrier, il disait que ceux-ci ne comprenaient pas que l'URSS, dépourvue de son caractère de classe, n'était rien d'autre qu'un Etat fasciste.

Trotsky a-t-il exagéré en faisant cette comparaison ? Nous croyons que non, étant donné que, **s'il y a quelque chose qui caractérise le fascisme, c'est qu'il développe des méthodes de guerre civile contre les travailleurs et**

³⁰ Nahuel Moreno, *Conversations avec Nahuel Moreno*, Ed. Antídoto, Bs As, 1986, p. 86 et 87.

³¹ Leon Trotsky, *La Révolution Trahie*, Ed. Fontamara, Barcelone, p. 235.

³² Ivan Craipeau (1911-2001) était un trotskyste français qui a polémique longuement avec Trotsky autour du caractère social de l'URSS et de la bureaucratie. Il n'était pas d'accord avec Trotsky quand celui-ci disait que l'URSS était toujours un Etat ouvrier et que la bureaucratie n'était pas une classe sociale. Craipeau a rompu avec le mouvement trotskyste en 1948.

³³ Leon Trotsky, *Encore une fois : l'Union Soviétique et sa défense*, dans *En défense du marxisme*, Ed. Proposta, São Paulo, p. 218.

³⁴ Ibidem.

³⁵ Voir *En défense du marxisme*.

le peuple (spécialement contre son avant-garde plus éclairée). En ce sens, les chiffres indiquent que le stalinisme a été non seulement égal au fascisme mais probablement, sur ce terrain, bien pire, du moins si on fait la comparaison avec le fascisme italien.

Autour de cette question, il y a un deuxième problème qui a une grande importance. Combien de temps le régime stalinien (c'est-à-dire fasciste) dans l'ex-URSS s'est-il maintenu ?

Sur ce point, il y a une différence entre les marxistes occidentaux et ceux de l'ex-URSS. En occident nous parlons de « stalinisme » pour désigner le régime qui prend forme avec Staline et finit avec la chute du PCUS au début des années '90. Dans l'ex-URSS on définit le stalinisme comme la période qui va depuis la montée de Staline au pouvoir jusqu'à sa mort ou jusqu'au vingtième Congrès du PCUS.³⁶

Nous pensons que le critère utilisé par les marxistes occidentaux est ici plus approprié, puisque le « stalinisme » n'est pas seulement un type de gouvernement mais de régime. Vu sous cet angle, il est correct de dire que le stalinisme, comme type de gouvernement, a pris fin au vingtième Congrès du PCUS, mais comme régime (de parti unique) il s'est maintenu jusqu'au début des années '90.

Ce débat est important pour déterminer le caractère du régime qui existait dans l'ex-URSS au moment de la restauration du capitalisme.

Sur la base de cette élaboration de Trotsky, il s'avère plus facile de comprendre pourquoi la restauration a eu lieu de manière « pacifique » dans l'ex-URSS. Pour accomplir la restauration, la bureaucratie n'a pas eu besoin d'un putsch comme celui de Videla en Argentine, parce qu'elle disposait d'une chose bien plus utile : un régime semblable au fasciste, qui écrasait la classe ouvrière pendant des décennies.

En ligne avec le parallèle que Trotsky faisait entre le fascisme et le stalinisme, il faut se rappeler que le fascisme a seulement pu être mis en échec au moyen d'une mobilisation et d'une guerre au niveau mondial. D'autre part, le stalinisme, qui est parvenu à écraser toutes les révolutions qui s'y sont opposées (l'Allemagne Orientale, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne), n'a pu être mis en échec qu'au moyen d'une expérience sans précédent dans la lutte de classes au niveau mondial : une révolution de caractère international, qui s'est étendu aux principaux pays de l'Europe de l'Est et qui a disposé de la sympathie de la majorité des masses au niveau mondial.

Nous disions au début que la restauration était un fait sans précédent et que nous devons l'étudier en tant que tel. Cela nous a posé de nouveaux problèmes théoriques et programmatiques. Un de ces problèmes est celui que nous venons d'aborder. La réalité nous a montré, contre toutes nos prévisions, qu'il a été plus facile de changer le caractère d'un Etat (d'ouvrier à bourgeois) que celui d'un régime (de fasciste ou semi-fasciste à bourgeois démocratique).

IV Un demi-siècle de victoires tactiques et de défaites stratégiques

Comment peut-on expliquer que, alors que dans les années '93, '94 ou '95 toutes les données de la réalité indiquaient que la restauration avait été consommée, dans les rangs du mouvement trotskyste il y avait toujours des gens qui affirmaient que le capitalisme n'avait pas été restauré ? Qui plus est, comment expliquer qu'au sein du mouvement trotskyste il y a encore actuellement des courants qui disent que l'ex-URSS est toujours un Etat ouvrier ?

On essaierait en vain de trouver une réponse objective. Il faut comprendre que la plus objective des analyses aura toujours une charge de subjectivité et il est évident que pour nous, les trotskystes, il s'est avéré difficile d'être objectifs dans l'analyse des Etats ouvriers et spécialement de l'ex-URSS.

Le stalinisme s'est toujours présenté comme le grand défenseur de l'URSS, les trotskystes étant des contre-révolutionnaires, ennemis de l'Etat ouvrier, agents de la CIA, etc. Toutefois, la réalité a été très différente. Alors que les staliniens détruisaient les Etats ouvriers, les trotskystes ont donné leur vie en défense de l'URSS et ont placé tous leurs espoirs dans sa régénération révolutionnaire. C'est pourquoi il ne nous a pas été facile d'accepter que déjà plus rien ne reste des conquêtes de la Révolution d'octobre.

Mais cet aspect émotionnel, pour le dire d'une certaine façon, a aussi été nourri par une compréhension partiellement erronée des événements de la lutte de classes dans la seconde moitié du vingtième siècle.

Avec Nahuel Moreno nous avons décrit à mainte reprise cette étape comme « *trente années de grandes victoires révolutionnaires* », ³⁷ étant donné qu'à partir de 1943, avec la défaite du nazisme à Stalingrad, « *nous sommes en présence de la plus puissante montée révolutionnaire jamais connue* » ³⁸ et que « *dans les grandes lignes, la seule chose qui triomphe, qui survit, ce sont de grandes victoires révolutionnaires* ». ³⁹ Nous avons dit aussi que les Etats ouvriers qui existaient à ce moment, bien que bureaucratisés, étaient « *des victoires colossales du mouvement*

³⁶ Staline est mort en 1953. En 1956 a eu lieu le vingtième congrès du PCUS où Nikita Khrouchtchev, son secrétaire général, a présenté son « Rapport secret » dénonçant les crimes de Staline.

³⁷ Nahuel Moreno, *Mise à jour du Programme de Transition*, Ed. CS - São Paulo, p. 26.

³⁸ Ibidem, p. 11.

³⁹ Intervention de Nahuel Moreno lors du Congrès Mondial de la LIT en 1985 - Courrier International 53 - mars 1991

ouvrier et des masses au niveau mondial ». ⁴⁰ Comment expliquer alors que, dans une étape où seuls de grands triomphes révolutionnaires survivent, on perde ces victoires colossales du mouvement ouvrier et des masses au niveau mondial ?

C'était une contradiction qu'inconsciemment nous avons essayé de dépasser en adaptant la réalité à nos schémas d'analyse. Ainsi avons-nous affirmé, pendant plusieurs années, qu'il n'y avait pas de restauration, qu'il s'agissait d'une nouvelle NEP ou que la restauration s'était embourbée.

Mais y a-t-il réellement eu une contradiction grave entre ce qui s'est passé dans la seconde moitié du vingtième siècle et la restauration du capitalisme ? Non, il n'y en a pas eu. La contradiction ne se trouvait pas dans la réalité mais dans nos analyses.

Nous avons dit correctement que dans l'étape ouverte en 1943, il y a eu la plus grande montée révolutionnaire de l'histoire. Il n'y a que cette montée colossale qui peut expliquer qu'un tiers de l'humanité ait exproprié la bourgeoisie. Nous avons aussi dit correctement que ces Etats bureaucratés étaient une victoire colossale de la classe ouvrière au niveau mondial. Mais nous nous sommes trompés en disant que pratiquement la seule chose qui triomphait et survivait étaient les victoires révolutionnaires. La réalité nous a montré le contraire. En regardant le monde sous l'angle de la révolution socialiste internationale (ce qui doit être la perspective de tout marxiste), il est vrai qu'à partir de 1943, de grandes victoires révolutionnaires ont été obtenues, mais celles-ci ont eu un caractère tactique tandis que les défaites - et il y en a eu beaucoup - ont eu un caractère stratégique. En regardant le monde de cette manière, il n'y a aucune contradiction dans le fait que, dans cette étape de grande montée, a eu lieu la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS et les autres Etats ouvriers.

Cette étape de la lutte de classes s'est ouverte avec une grande victoire, la défaite du nazisme à Stalingrad en 1943, mais elle est aussi née avec une grande défaite, celle-ci de caractère stratégique : la dissolution, en cette même année, de la III Internationale, ce qui représente un coup mortel à l'internationalisme prolétarien - qui, malgré la bureaucratization de la III Internationale, survivait encore dans la conscience de la classe ouvrière mondiale.

Après la Seconde Guerre Mondiale, il y aura d'importants triomphes révolutionnaires. Parmi eux il y a l'expropriation du capitalisme dans l'Est européen, au Vietnam et en Corée, ainsi qu'en Chine, le pays le plus peuplé de la planète. Toutefois, contrairement à la Révolution Russe, ces triomphes ne sont pas devenus des leviers de la révolution mondiale, et cela à cause du rôle de leurs directions. Il s'agit, comme disait Nahuel Moreno, de victoires de caractère tactique : « *l'expropriation de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens nationaux est une question tactique pour la dictature révolutionnaire du prolétariat* ». ⁴¹

Mais il y aura aussi dans cette période une importante défaite. Staline établit un pacte avec l'impérialisme sur une division du monde et, à partir de cela, il remet le pouvoir dans les mains de la bourgeoisie dans trois pays importants : l'Italie, la Grèce et la France. Dans ce dernier pays (où Marx avait prévu que commencerait la révolution socialiste) les travailleurs, dirigés par le parti communiste, avaient été à la tête de la résistance à l'occupation nazie, et après que le nazisme a été mis en échec, Staline les a obligés à rendre leurs armes à la bourgeoisie. De cette façon, on a perdu l'occasion pour la révolution socialiste d'arriver au centre de l'impérialisme et de la classe ouvrière mondiale. Suite à cette politique, la classe ouvrière européenne est entrée dans un profond reflux. Il s'agit bel et bien d'une défaite stratégique.

Trotsky était arrivé à la conclusion qu'une nouvelle révolution était nécessaire en URSS, de caractère politique et non social, pour expulser la bureaucratie du pouvoir. Ce processus a commencé en 1953 en Allemagne Orientale avec les grèves des travailleurs de Berlin et il a continué en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie et encore une fois en Pologne. C'était autant de batailles stratégiques dans lesquelles était en jeu la direction de la classe ouvrière au niveau mondial, et à partir de là, la bataille finale contre l'impérialisme. En ce sens, elles ont été les plus stratégiques de toutes les batailles, mais elles se sont soldées par des défaites profondes et, de cette façon, elles ont laissé la classe ouvrière et le peuple de ces pays knock-out.

Finalement, il faut rappeler que dans cette étape a lieu la destruction de la IV Internationale. Cela peut paraître, pour beaucoup de gens, un fait de moindre importance, mais ce n'est pas le cas. La fondation de la IV Internationale a été la plus importante de toutes les tâches accomplies par Trotsky. La destruction de la IV Internationale ne peut donc pas être considérée comme un moindre fait, et son importance a été tragiquement illustrée dans les derniers événements de l'Est européen. Quand les masses des Etats ouvriers se sont soulevées et ont renversé les bureaucraties restaurationnistes, elles n'ont eu aucune option révolutionnaire devant elles. C'était le rôle réservé à la IV Internationale mais celle-ci était, regrettamment, détruite.

Dire aujourd'hui que l'étape de la plus grande montée de l'histoire a été aussi une étape de défaites stratégiques, peut paraître une nouveauté, mais c'est en réalité un concept que Moreno a développé profondément, se basant sur les élaborations de Trotsky.

⁴⁰ Nahuel Moreno, *Mise à jour du Programme de Transition*, Ed. CS - São Paulo, p. 29.

⁴¹ Ibidem, p. 6.

« A partir de la première guerre impérialiste, quand a commencé l'époque de crise définitive de l'impérialisme et du capitalisme, l'époque de la révolution socialiste, les relations de cause à effet des événements historiques changent. Par rapport aux grandes époques historiques et au développement normal des sociétés, le marxisme a soutenu que le fil de continuité, qui explique tous les phénomènes, ce sont les processus économiques. Mais dans une époque révolutionnaire et de crise, cette loi a une réfraction particulière, qui inverse les relations de cause à effet, en transformant le plus subjectif des facteurs - la direction révolutionnaire - en cause fondamentale de tous les autres phénomènes, y compris économiques... une conséquence historique fondamentale de cette inversion dans la ligne de cause à effet des événements historiques va se refléter dans la dialectique des victoires et des défaites du prolétariat mondial... Nous pouvons formuler cette loi de la manière suivante : aussi longtemps que le prolétariat ne dépasse pas sa crise de direction révolutionnaire, il ne parviendra pas à mettre en échec l'impérialisme mondial et, par conséquent, toutes ses luttes seront infestées de triomphes qui nous mèneront inévitablement à des défaites catastrophiques... Aussi longtemps que les appareils contre-révolutionnaires continuent à contrôler le mouvement de masses, toute victoire révolutionnaire sera inévitablement transformée en défaite ».⁴²

Si nous analysons la seconde moitié du vingtième siècle avec ce critère de Moreno (et non avec celui que nous avons mentionné précédemment) tout devient plus clair, y compris la restauration du capitalisme.

A partir de 1943, il y a de grands triomphes révolutionnaires, mais la crise de direction révolutionnaire se maintient et devient plus profonde, ce qui mène de façon réitérée aux défaites catastrophiques dont parlait Moreno (et que nous appelons maintenant des défaites stratégiques). Ce sont précisément ces défaites qui ont créé les conditions pour la restauration du capitalisme.

L'expropriation du capitalisme dans un tiers de l'humanité a fortifié les Etats ouvriers, mais seulement dans un sens conjoncturel, puisque ces Etats n'ont pas été mis au service de la révolution socialiste mondiale. D'autre part, l'accord contre-révolutionnaire de Staline avec l'impérialisme mondial et spécialement l'abandon du pouvoir au profit de la bourgeoisie dans les pays comme la France, l'Italie et la Grèce, a laissé isolés ces mêmes Etats ouvriers qui dans les années '60 ont commencé déjà un déclin économique sans fin. Les Etats de l'Est avaient deux alternatives face à leur crise : soit ils reprenaient le chemin de la Révolution Russe, c'est-à-dire le chemin de la révolution mondiale, soit ils s'orientaient vers la restauration. Le premier chemin devait nécessairement passer sur le cadavre de la bureaucratie. Cette possibilité était à l'ordre du jour dans les révolutions de l'Allemagne Orientale, de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Mais ces révolutions ont été écrasées par la bureaucratie et de cette manière le chemin vers la restauration s'est ouvert.

V Le verdict de l'histoire

Après la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS, beaucoup de « trotskystes » ont abandonné le mouvement avec l'argument que Trotsky s'était trompé.

Les vieilles et les nouvelles générations de marxistes doivent relire l'œuvre de Trotsky, spécialement *La Révolution Trahie*, et faire leur propre jugement pour voir si Trotsky s'est trompé ou si, au contraire, comme nous le pensons, il n'a pas seulement été brillant mais génial dans l'analyse de cette question.

Il est difficile de broser un tableau des faits contemporains si nous ne les situons pas à partir de la polémique qui a commencé en 1924 entre Trotsky et Staline.

Après la mort de Lénine, à l'automne 1924, Staline a commencé à parler du « socialisme dans un seul pays ». Aujourd'hui ce type de théorie ne surprendrait personne, puisque la plupart de la gauche défend une certaine variante de « socialisme national ». Toutefois, à ce moment, la théorie de Staline signifiait une nouveauté regrettable pour l'ensemble du marxisme, qui concevait le socialisme uniquement du point de vue international.

Trotsky, tenant de la Théorie de la Révolution Permanente, a combattu dès le début les idées de Staline et il a été accusé, à cause de ce combat, d'être un agent de l'impérialisme, de ne pas avoir confiance dans la révolution, dans la classe ouvrière, dans les paysans, etc.

Il va de soi que Trotsky n'a jamais défendu que la révolution ne pouvait pas triompher au niveau national (entre autres choses, parce qu'il avait été un des plus hauts dirigeants de la révolution russe). Ce qu'il défendait, c'est qu'un pays arriéré, comme la Russie, ne pouvait pas arriver au socialisme de façon isolée. C'est une chose bien différente.

Staline, au contraire, défendait non seulement que l'URSS pouvait arriver au socialisme de façon isolée, mais il pensait que l'URSS était déjà socialiste. Ainsi la théorie de Staline n'a pas seulement servi à justifier la politique de coexistence pacifique avec l'impérialisme, mais elle a aussi aidé à créer une confusion énorme dans les esprits de la gauche et du prolétariat mondial concernant les objectifs de notre lutte, une confusion qui se maintient encore aujourd'hui, même dans les rangs du trotskysme.

Staline a banalisé l'idéal socialiste. Jusqu'à Staline, pour tout marxiste, le socialisme était synonyme d'un régime supérieur au capitalisme sur tous les terrains. A partir de Staline, le socialisme a commencé à être identifié avec la socialisation de la misère.

⁴² Nahuel Moreno, *Mise à jour du Programme de Transition*, Ed. CS - São Paulo, p. 11, 12 et 13.

Pour Marx, le socialisme était la première phase du communisme. C'était la phase dans laquelle les travailleurs ne peuvent pas encore recevoir les produits selon leur besoins, ni ne peuvent travailler selon leur capacité, mais qui était supérieure sur tous les terrains au capitalisme.

Le gouvernement de Staline disait : « *Nous ne sommes évidemment pas encore dans le communisme complet, mais nous avons déjà réalisé le socialisme, c'est-à-dire le stade inférieur du communisme* ». ⁴³

Cohérent avec son idée que le socialisme serait une phase supérieure au capitalisme, Marx ne s'attendait pas à ce que la première révolution triomphe dans un pays arriéré comme la Russie, mais plutôt dans un pays avancé comme la France. L'histoire nous a toutefois joué un mauvais tour. Le développement inégal de l'économie mondiale a fait que les pays arriérés ne puissent plus se développer sur des bases capitalistes. Un de ces pays était la Russie où a triomphé la première révolution socialiste, et ce fait non prévu par Marx a établi une distance énorme entre le triomphe de la révolution socialiste et le socialisme.

Pour arriver au socialisme, la Russie aurait dû atteindre et dépasser les plus grandes puissances impérialistes, et pour Trotsky cela était impossible pour la simple raison que le monde continuait à être dominé par l'impérialisme. La bataille pour le socialisme en URSS allait donc se décider, non uniquement sur la scène nationale mais fondamentalement sur la scène internationale. C'est la raison pour laquelle il considérerait la théorie de Staline du *socialisme dans un seul pays* comme une utopie réactionnaire.

Mais pour comprendre le génie de Trotsky, il est important de signaler que ce livre, *La Révolution Trahie*, a été écrit en 1936, c'est-à-dire à un moment où toutes les données de la réalité paraissaient donner la raison à Staline et non à Trotsky.

Durant ces années, le développement de l'Union Soviétique, dirigée par Staline, était impressionnant. Trotsky en parle dans *La Révolution Trahie* : « *Durant les dernières dix années (1925-1935), l'industrie lourde soviétique a multiplié sa production par dix... Durant les trois dernières années, la production métallurgique a augmenté deux fois, celle de l'acier et celle de l'acier laminé environ deux fois et demi. En 1920, quand on a décrété le premier plan d'électrification, le pays avait 10 stations locales d'une puissance totale de 253.000 kW. En 1935 il y avait déjà 95 stations locales avec une puissance totale de quatre millions de kW. En 1925, l'URSS était à la 11^{ème} place dans le monde pour la production d'énergie électrique ; en 1935, elle n'était dépassée que par l'Allemagne et les Etats-Unis. En ce qui concerne l'extraction de houille, l'URSS est passée de la 10^{ème} place à la 4^{ème}. Quant à la production d'acier, elle est passée de la 6^{ème} place à la 3^{ème}. Pour la production de tracteurs, elle occupe la première place au monde. De même pour la production de sucre.* » ⁴⁴

Les résultats pratiques obtenus en URSS provoquaient une immense commotion partout dans le monde. Les intellectuels chantaient la gloire du « *Guide brillant des peuples* ». Les partis communistes au niveau mondial devenaient des partis de masse et beaucoup d'anciens adversaires de Staline faisaient leur autocritique pour devenir ses fidèles adeptes. Trotsky donnait une énorme importance à ces chiffres : « *Les immenses résultats obtenus par l'industrie, le début prometteur d'une prospérité agricole, la croissance extraordinaire des vieilles villes industrielles, la création d'autres nouvelles, l'augmentation rapide du nombre de travailleurs, l'élévation du niveau culturel et de la satisfaction des besoins, sont les résultats indiscutables de la Révolution d'octobre qui pour les prophètes du vieux monde allait être la tombe de la civilisation. Il n'y a déjà plus de nécessité de discuter avec messieurs les économistes bourgeois : le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du Capital, mais dans une arène économique qui comprend la sixième partie de la surface du globe; non dans le langage de la dialectique mais dans celui du fer, du ciment et de l'électricité. Même si, par la faute de ses dirigeants, l'URSS devrait succomber aux coups de l'extérieur - chose que nous espérons fermement ne pas voir - il resterait, comme gage du futur, le fait indestructible que la révolution prolétarienne a été la seule à permettre qu'un pays arriéré obtienne en moins de vingt années des résultats sans précédent dans l'histoire.* » ⁴⁵

Mais Trotsky ne s'est pas laissé tromper par ces mêmes chiffres : « *Caractériser le succès de l'industrialisation uniquement par les indices quantitatifs, c'est comme vouloir définir l'anatomie d'un homme en se basant uniquement sur sa stature, sans indiquer le diamètre de la poitrine...* » ⁴⁶ Malgré son marasme et sa prostration, le capitalisme possède une supériorité énorme dans la technique, dans l'organisation et dans la culture du travail » ⁴⁷ et il ajoutait « *les coefficients dynamiques de l'industrie soviétique sont sans précédent. Mais ils ne suffiront pas pour résoudre le problème, ni aujourd'hui ni demain. L'URSS se développe en partant d'un niveau terriblement bas, alors que les pays capitalistes, au contraire, descendent à partir d'un niveau très élevé.* » ⁴⁸ Pour démontrer cela il donnait plusieurs exemples, dont un très significatif : « *La consommation de papier est un des indices*

⁴³ Cité par Trotsky dans *La révolution trahie*, Ed. Fontamara, Barcelone, 1977, p. 66.

⁴⁴ Leon Trotsky, *La révolution trahie*, Ed. Fontamara, Barcelone, p. 33.

⁴⁵ Ibidem, p. 33 et 34.

⁴⁶ Ibidem, p. 38.

⁴⁷ Ibidem, p. 35.

⁴⁸ Ibidem, p. 34.

culturels les plus importants. En 1935 on a fabriqué en URSS moins de quatre kilos de papier par habitant ; aux Etats-Unis plus de 34 (contre 48 en 1928) ; en Allemagne plus de 47 Kg. »⁴⁹

Après avoir exposé ce type de données, Trotsky disait : « *Le régime soviétique traverse actuellement une phase préparatoire dans laquelle il importe et assimile des conquêtes techniques et culturelles de l'Occident, et en prend possession. Les coefficients concernant la production et la consommation montrent que cette phase préparatoire est loin d'être clôturée ; même en admettant l'hypothèse peu probable d'un marasme complet du capitalisme, cette phase durera encore toute une période historique. Tel est la première conclusion, d'extrême importance, à laquelle nous arrivons.* »⁵⁰

Mais pour Trotsky, cette inégalité énorme entre les grandes puissances capitalistes et l'URSS, qui obligeait cette dernière à s'appropriier les avantages des premières, obligerait l'Etat ouvrier à payer un haut prix : « *La dégénérescence des tissus sociaux sera d'autant plus profonde, que l'URSS restera plus longtemps encerclée de capitalisme. Un isolement indéfini devrait **inévitablement** mener, non à l'établissement d'un communisme national, mais à la **restauration du capitalisme.*** »⁵¹

A cause de ce type de déclarations, Trotsky a été violemment attaqué parce que, selon ceux qui le critiquaient, il n'aurait pas eu confiance dans le socialisme. Ces attaques n'étaient que des calomnies. C'est à la bureaucratie que Trotsky ne faisait pas confiance.

C'est pourquoi il identifiait une condition pour la victoire : « *Dans sa lutte pour le socialisme, la classe ouvrière devra exproprier la bureaucratie, et sur sa tombe elle pourra mettre comme épitaphe : "**Ci-gît la théorie du socialisme en un seul pays**"* ».⁵² La classe ouvrière de l'URSS n'est pas parvenue à exproprier la bureaucratie et à cause de cela, ce que Trotsky annonçait en 1936 comme inévitable est devenu réalité dans les années '80. Le capitalisme a été restauré.

Trotsky, l'ennemi mortel de la bureaucratie, a su différencier l'Etat ouvrier bureaucraté et sa direction. C'est pourquoi il a appelé à faire une Révolution Politique, qui maintiendrait les conquêtes d'octobre (la propriété nationalisée, la planification économique centrale et le monopole du commerce extérieur) mais qui expulserait la bureaucratie du pouvoir. En plus, il a indiqué que, si le capitalisme était restauré, cela provoquerait « *une baisse catastrophique de l'économie et de la culture* ». ⁵³ Cette prévision de Trotsky a été totalement confirmée et de cette manière il a réfuté pas mal de « trotskystes » qui, après la restauration, sont arrivés à la conclusion que les travailleurs n'avaient rien à défendre de l'Etat ouvrier bureaucraté.

La bureaucratie est directement responsable de la perte par la classe ouvrière mondiale des dernières conquêtes qui restaient de la Révolution d'octobre 1917.

Toutefois, il faut rappeler que la bureaucratie soviétique a payé un haut prix pour sa trahison. L'appareil stalinien a été blessé mortellement. Ainsi la classe ouvrière au niveau mondial s'est libérée du plus grand obstacle qu'elle avait pour avancer vers sa libération.

De nos jours nous vivons une nouvelle étape de grande montée : L'Iraq, le Venezuela, l'Equateur, la Bolivie, la Palestine et beaucoup d'autres pays sont la preuve de ce que nous disons et cette nouvelle montée n'a plus besoin de faire face au puissant appareil stalinien. Nous ne sommes toutefois pas face à un « chemin de roses ». Dans la tête des nouveaux militants règnent une énorme confusion et toute sorte de préjugés qui viennent des processus de l'Est, ce qui complique la tâche de construction de la direction révolutionnaire. Qui plus est, il y a de nouvelles organisations, avec de nouvelles directions, qui incarnent ces positions et qui deviennent des obstacles importants pour que les actions révolutionnaires des masses continuent leur montée. Les masses pourront-elles vaincre ces nouveaux obstacles ? Nous ne pouvons pas le savoir. L'histoire ne s'écrit pas à l'avance. Il y a une bataille en cours et la question est : Quelles sont les conditions dans lesquelles nous allons livrer cette bataille ? A cette question, il faut une réponse sans ambiguïté. Les conditions, sans l'appareil stalinien en place, sont bien plus favorables à la classe ouvrière et aux masses. Cela veut dire que nous avons le droit d'être optimistes.

⁴⁹ Ibidem, p. 42.

⁵⁰ Ibidem, p. 44.

⁵¹ Ibidem, p. 281.

⁵² Ibidem.

⁵³ Ibidem, p. 237.